



YouTube



Dimanche

21 mai 2023

20 pages

No 572

Gratuit

Troisième renvoi des municipales sous le MSM

La démocratie en otage

- Navin Ramgoolam : « **Un subterfuge anti-démocratique pour éviter une débâcle dans les cinq villes** »
- Xavier-Luc Duval : « **Attaque directe à la démocratie !** »
- « **Renvoi illégal et anticonstitutionnel** », dit Eshan Juman, en se basant sur le récent jugement du Privy Council sur le renvoi des élections au Trinidad et Tobago
- Deven Nagalingum : « **Un recul de la démocratie** »

Armoogum Parsuramen



« Le fils reprend ce que son père avait donné, avec Bérenger »



Maulana Haroon : « **Enpes pays alle vers ene dictature** »

Emploi fictif

Yogida Sawmynaden sera poursuivi



Manchester City v/s Chelsea



Le titre tend la main aux Citizens

Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



www.sundaytimesmauritius.com



facebook.com/sundaytimes.official



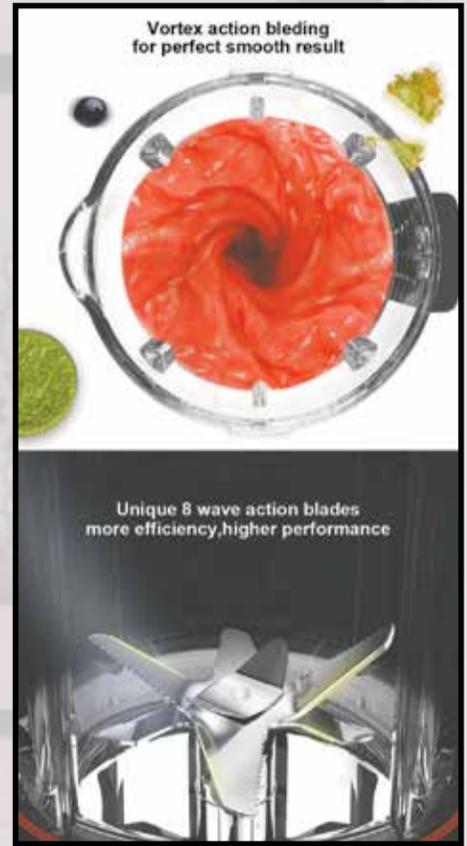
[sundaytimes75](https://www.instagram.com/sundaytimes75)



[SundayTimes75](https://twitter.com/SundayTimes75)



Whatsapp Info 5 255 3635



- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious
easy operation



Cold and hot applicable
suitable for all seasons



Hot Drink



Cold Drink

Thickened borosilicate glass jar

300°C
Resistance to cold and heat shock

Five layers
Composite cup

health
Thickened borosilicate glass

- ☐ Thermal resistant layer
- ☐ Antioxidant layer
- ☐ Borosilicate layer
- ☐ Water resistant adhesive layer
- ☐ Hardened Tempered layer

Dry Grinding




Medicine Herbs Spices

Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
1st Floor - Madeleine House
54, SSR street, Port-Louis.
Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Troisième renvoi des municipales sous le MSM

La démocratie en otage

Le 'Local Government (amendment) Bill' sera présenté en première lecture à l'Assemblée nationale ce mardi. Ce projet de loi permettra au Président de la République, sur avis du Premier ministre, de repousser les élections municipales, qui devaient se tenir au plus tard fin juin 2023, de deux ans. Une fois de plus !

Cela signifie que les 387 000 électeurs citoyens, soit plus de la moitié des votants dans le pays, ne pourront se rendre aux urnes pour la troisième fois en huit ans. Ce nouveau report portera le mandat des conseillers municipaux à 10 ans, sans l'approbation des citoyens.

Lors d'une conférence de presse du MSM, samedi 20 mai, le ministre

Avinash Teeluck, porte-parole du gouvernement, a justifié cela par un cas de force majeure. Le ministre des Arts et de la Culture a fait ressortir qu'en ce moment, le gouvernement voit les choses dans une perspective très différente car le pays a évolué.

Il a annoncé qu'un comité sera mis sur pied pour qu'une réforme des

collectivités soit faite, et pour revoir les lois de la 'Local Government Act', avant que la tenue des élections soit annoncée. Il a aussi ajouté que le gouvernement doit pouvoir apporter une réponse aux problèmes et aux attentes des citoyens, mais que par manque de fonds, il n'a pu le faire. Il a conclu en avançant qu'il faut pouvoir effectuer des changements en vue d'une démocratie moderne.

Navin Ramgoolam :

« Un subterfuge anti-démocratique pour éviter une débâcle dans les cinq villes »



« Pravind Jugnauth a cherché un subterfuge anti-démocratique pour éviter une débâcle aux élections municipales. *Li koné li pou alle gayn ene batté bef dans les cinq villes.* Je vous rappelle que lorsque j'étais Premier ministre en 2013, j'avais donné les municipales, bien que je susses

qu'il y aurait les élections générales en 2014. Ce n'était d'ailleurs pas une élection facile. *Nou ti gayn Vacoas-Phoenix. Nou ti perdi Port-Louis par ene vote. Quatre-Bornes osi ti serré.* Mais je l'avais néanmoins fait, parce que c'est cela le sens de la démocratie. *Mo bien sagrin dire li, mais Pravind Jugnauth pa kompran nanrien dan démocratie.*

Je lui demande d'aller lire le jugement du Privy Council concernant le renvoi des élections municipales au Trinidad et Tobago. Ce jugement soutient que l'élection des conseillers municipaux est fixée pour une durée maximum déterminée et que c'est le fondement d'une société démocratique. Il dit aussi que les représentants doivent être choisis par les citoyens, et non pas par le gouvernement. Il ajoute aussi que « *it is inimical to a representative democracy that the representatives are chosen by anyone other than the electorate. It is not for Parliament, still less the Government, to choose the representative* ». Donc, comme au Trinidad et Tobago, c'est le gouvernement, au lieu de l'électorat, qui choisit les représentants des villes.

Ce qui est un non-sens de la démocratie. Je le dis depuis belle lurette, nous vivons dans un simulacre de démocratie. *Zordi zour pe servi démocratie pou bafoué la démocratie. Fer croire ena élections, mais kokin élections. Renvoye élections municipales pou bane fausses raisons.* Qu'est-ce qui l'empêchait de donner les municipales avant de venir de l'avant avec une réforme ? *Kifer pe empes les citoyens choisir zot représentants municipaux depi 2015 ?* C'est la troisième fois que les municipales ont été renvoyées et c'est uniquement par peur qu'il agit ainsi. C'est aussi un signe que les élections générales sont derrière la porte. Je n'ai pas de doute que celles-ci se tiendront cette année-ci ».

Patrice Armance : « Le gouvernement a peur de l'électorat urbain »

Selon Patrice Armance, député du PMSD et whip de l'opposition, le gouvernement a recours à un faux prétexte pour ne pas maintenir les élections municipales. « *Il est injuste de se baser sur une loi rétroactive. C'est un déni à la démocratie* ».

Xavier-Luc Duval

« Attaque directe à la démocratie ! »



« Ce nouveau renvoi des élections municipales est choquant. Cette décision est une véritable attaque contre la démocratie car sans élections, il n'y a pas de démocratie ! C'est une décision illégale et

anticonstitutionnelle.

Il est important de noter que le Privy Council a décidé cette semaine d'annuler le renvoi des élections municipales au Trinidad.

Depuis 2022, tous les pays démocratiques du monde ont tenu des élections normalement. D'ailleurs, elles ont bien eu lieu à Rodrigues.

Aucune explication n'a été mise en avant pour justifier ce nouveau report, tout simplement car il n'en existe pas ! La population n'est pas dupe, elle prend bonne note.

Une fois ma santé rétablie, j'ai l'intention de réunir tous les partis de l'Opposition pour décider de la marche à suivre. »

Dev Sunassy : « Premier ministre enecapon anti-démocrate »

Selon Dev Sunassy de Linion Pep Morisien (LPM), il n'est pas possible d'empêcher les citoyens d'exercer leur droit démocratique. « *Le Premier ministre ne peut renvoyer les élections sans*

raison, et esquiver les règles de la démocratie ». Il ajoute qu'il est certain que le gouvernement aura un « *batté bef* », car la population en a assez de ce gouvernement.

Joanna Bérenger :

« Le droit de vote des Mauriciens bafoué »



La députée du MMM, Joanna Bérenger, affirme que le gouvernement mauricien aurait dû prendre exemple sur le jugement du Privy Council de Trinidad et Tobago qui a été rendu il y a deux jours de cela. « *On ne peut pas voler les droits*

des citoyens de cette manière. Le droit de vote des Mauriciens est en train d'être bafoué ».

Deven Nagalingum :

« Un recul de la démocratie »



Deven Nagalingum, député du MMM, martèle que les élections auraient dû avoir lieu cette année, et qu'il y a d'autres pays, dont Rodrigues, qui ont maintenu la tenue des élections durant la pandémie. « *C'est un recul*

de la démocratie. Le gouvernement est en train d'instaurer une atmosphère de dictature. ».

Eshan Juman :

« Renvoi illégal et anticonstitutionnel »



La décision de renvoyer une nouvelle fois les élections municipales est illégale et anti-constitutionnelle. C'est ce que dit Eshan Juman, député du PTr. Il s'appuie sur le récent jugement du Privy Council sur le renvoi

des municipales au Trinidad et Tobago pour soutenir ses dires. « *Les Law Lords ont clairement dit dans ce jugement que c'est seulement les citoyens qui ont le droit d'élire leurs représentants alors que le gouvernement voulait renvoyer les élections pour un an* », dit-il, en citant cet extrait : « *The right to vote out representatives is as important as the right to vote in representatives. At the end of the period for which they were elected, the electorate has the right to decide whether they wish the incumbent representatives to remain in office, assuming they stand for re-election* ».

Pour lui, il est clair que le gouvernement ne peut pas imposer une nouvelle extension du mandat. « *Notre Constitution n'est pas différente de Trinidad et Tobago. Le même principe s'applique donc pour nous. D'ailleurs, ce n'est pas la première fois que le gouvernement décide de renvoyer ces élections, mais bien pour la troisième fois. Pendant tout ce temps, le pouvoir n'avait pas jugé utile d'apporter des changements. Ce n'est qu'à la veille de l'échéance qu'il se réveille de sa torpeur. Zot koné zot pou gagne ne batté bef, zot zoué sauvé* », martèle Eshan Juman.

Patrick Assirvaden : « Un tsunami attend le gouvernement actuel »

Patrick Assirvaden, député du PTr, est d'avis que Pravind Jugnauth est en train de confisquer le droit des citoyens d'élire le conseil municipal de leur choix. « *Il est clair qu'il a peur des résultats des cinq villes, et sait déjà que les citoyens sont en colère contre lui* ».

Ritish Ramful : « Une atteinte aux droits des citoyens »



« Nous avons affaire à un gouvernement qui ne respecte pas les principes démocratiques du pays », lance Ritish Ramful, député du PTR. Pour lui, les élections ont été renvoyées sans aucune raison, et cette situation empêche les citoyens de s'exprimer.

Fezal Jeerooburkhan : « Un abus de pouvoir »

« C'est un abus de pouvoir de la majorité parlementaire. Cela fait huit ans que les citoyens n'ont pas pu choisir leurs conseillers, ce qui constitue un manque total de respect envers la démocratie », estime Fezal Jeerooburkhan, observateur politique. Il est d'avis que le gouvernement commence à prendre conscience de son impopularité, et que Pravind Jugnauth est prêt à tout pour rester au pouvoir. « Le gouvernement sait qu'il ne pourra pas obtenir un bon score auprès de l'électorat urbain. Le nombre de scandales place le gouvernement de Pravind Jugnauth et ses alliés dans une mauvaise posture pour sonder l'opinion publique avant des élections générales. Les dernières élections municipales datent de 2015, et les conseillers sont en poste depuis 8 ans contre leur gré. Je considère cela comme un abus. »



Maulana Haroon :

« Enpes pays alle vers ene dictature »

Le Maulana Haroon Assen a fait une virulente sortie contre le gouvernement. C'était lors du sermon du vendredi au Masjid Shan-E-Rassool. Il a déploré la façon d'agir du gouvernement qui ne respecte pas les droits fondamentaux et les institutions. « Parlement menacé zordi. Deuxième, la cour fine menacé, fine ena critiques lor magistrat ki jamais pa fine ena dans le passé. Fine fini avec Parlement, fine fini avec la cour, aster pe vine avec la presse. Et la presse pe gayn titre sahab », a-t-il dénoncé, en ajoutant que « si ou musulman ou kozé, ou gayn titre sahab ».



Toutes ces menaces, notamment contre le Parlement, le judiciaire et la presse, indiquent que nous allons droit vers une dictature, a-t-il insisté. « Ou bizin servi ou l'esprit. Enpes pays alle vers ene dictature. Sinon la voix ou pa pou kapave levé. Kozé ou napa pou kapave kozé. Kuma ou kozé ou endan ! » a prévenu le Maulana Haroon.

EDITO

Voyeurs et violeurs



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Il n'est plus au Parlement depuis décembre 2014. Mais Navin Ramgoolam donne visiblement encore des cauchemars au Premier ministre et aux membres de son parti. Au point de s'immiscer dans sa vie privée et violer son intimité en pleine séance parlementaire. Et en y prenant même un plaisir sadique. Cette ce plaisir a été de courte durée, malheureusement pour lui. Car au lieu de discréditer son challenger principal, il s'est mis à dos toute une population, outrée tant de bassesse et de petitesse d'esprit. Conséquence : le gouvernement a dû fuir en avant, en renvoyant les municipales. Après avoir violé l'intimité de Navin Ramgoolam, Pravind Jugnauth viole maintenant la démocratie. Jusqu'ici d'ailleurs, il n'a pas eu le courage de venir l'annoncer lui-même, alors que cela relève de ses prérogatives premier ministérielles.

C'est par le biais des décisions du Conseil des ministres que la population a appris avec stupeur que la 'Local Government Act' sera de nouveau amendée pour permettre l'extension du mandat des municipalités par deux années additionnelles. La sale besogne a ensuite été confiée aux seconds couteaux du MSM qui, de Sun Trust où ils animaient la conférence de presse hebdomadaire, ont pathétiquement argué que c'est « l'opposition ki pa ti pou ena figir

pou montré si ti ena élections ». Heureusement que le ridicule ne tue pas. Puisque c'est le gouvernement qui se réfugie derrière ce troisième renvoi des municipales sous le règne du MSM. Notre démocratie a été prise en otage par un régime dictatorial.

En attendant le 'Local Government (Amendment) Bill' qui sera présenté et débattu en urgence ce mardi, revenons sur le comportement infâme de Pravind Jugnauth durant la dernière séance parlementaire alors qu'il répondait à une question supplémentaire de Kavi Doolub. Le Premier ministre ne semblait pas être aussi excité quand il avait appris qu'un de ses anciens députés envoyait, en avril 2017, des sextos au beau milieu des travaux parlementaires. Ou encore quand même élu du MSM expédiait des photos de ses parties intimes à son amie alors qu'il se trouvait dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Pravind Jugnauth n'avait même pas daigné rire jaune quand il avait été contraint de sanctionner ce député en lui enlevant ses responsabilités de PPS après qu'il eut été établi que ce dernier avait commis une « contempt of National Assembly ».

Il a toutefois ri jusqu'aux oreilles, en évoquant avec force détails, les comprimés et toniques retrouvés inutilisés dans un coffre-fort chez l'ancien Premier ministre alors que cela n'avait strictement rien à faire au Parlement, ou dans la sphère publique. Le qualificatif commun utilisé dans notre jargon kreol pour décrire le type de personnage qui s'orgasme devant la vie privée de son prochain est « bhai looké ». Mais ce

que le Premier ministre, son député Kavi Doolub, le Speaker et tout le gouvernement ont fait est bien plus que d'agir en simples « bhai looké ». Ils ont poussé l'extase à bout, en agissant non seulement comme des voyeurs, mais aussi comme des violeurs. Des violeurs du caractère sacré du Temple de la démocratie. Des violeurs de l'intimité de la vie privée d'un citoyen et d'un ancien dirigeant de ce pays. SAJ devrait se retourner dans sa tombe, ayant refusé, lui, de descendre au niveau de son fils, le 24 février 2015, lorsque le député Jhugroo lui avait adressé une question supplémentaire au sujet des stimulants retrouvés chez Navin Ramgoolam. « I cannot answer this question, Madam Speaker », avait répondu SAJ.

Le Premier ministre et toute sa bande de « bhai looké », y compris les amateurs de 'rave parties' qui chauffent les bancs du gouvernement, ont fait preuve d'un manque de moralité, d'humanité, de principes, de classe, d'élégance et de tact. Ce qui les disqualifie pour diriger un gouvernement et un pays. Ils rabaisent le pays comme on ne l'a jamais vu auparavant. C'est inouï. Il y a tellement d'autres chats à fouetter pour faire progresser le pays et freiner la dérive démocratique. Le Premier ministre a-t-il pris connaissance des réserves exprimées par l'ambassadeur des États-Unis à Maurice, Henry Jardine, dans Le Défi Quotidien du 16 mai 2023 ? Interpellé par l'arrestation de l'avocat Rama Valayden « qui soulève des questions quant à une éventuelle atteinte à la liberté d'expression et au respect

du processus légal, ainsi qu'à un éventuel dépassement des forces de l'ordre, des limites de leurs pouvoirs », l'ambassadeur Jardine a exhorté « vivement la police mauricienne à respecter les droits civils des individus, tels qu'ils sont consacrés dans la constitution mauricienne ».

Cela prouve deux choses : primo, que Maurice est suivi de près sur le plan international et secundo, que les États-Unis partagent ainsi toutes les craintes exprimées jusqu'ici par les opposants, les activistes, la presse et la société civile. Pravind Jugnauth, en tant que Premier ministre responsable de la police, devrait songer à demander au Commissaire de police de revoir les méthodes répressives employées par ses hommes, dont ceux de la 'Special Striking Team'. Plus la police agit comme une force d'oppression contre les voix critiques comprenant des opposants, des journalistes et des internautes, plus la réputation du pays sera écorchée. Maurice est déjà cité dans des rapports mondiaux comme une autocratie en devenir. Il est déjà critiqué, notamment par le FMI, pour sa gestion des finances. Il est déjà fustigé pour ses atteintes à la liberté d'expression.

Il ne reste désormais plus que Maurice soit référé comme 'Policeland' où sévit une police qui pratique une justice à deux vitesses. Une police qui viole, elle, les droits fondamentaux des citoyens : le respect de la démocratie, dont la tenue des élections ; la liberté d'expression ; la liberté de s'opposer à la tyrannie, le totalitarisme, la mafia institutionnalisée, et l'accaparement des pouvoirs ; entre autres.

Parlement

SST, PTP et nominations à l'ordre du jour

La séance parlementaire de ce mardi 23 mai réservera-t-elle de nouvelles polémiques à l'Assemblée nationale ? La PMQT débutera avec une question de Deven Nagalingum du MMM, qui souhaite connaître la position de Pravind Jugnauth sur l'introduction Freedom of Information Bill au Parlement.

Les agissements de la police, notamment Special Striking Team (SST), feront l'objet de plusieurs questions de la part des parlementaires de l'opposition. Arvin Boolell, chef de file du Parti Travailleiste, interrogera le PM sur d'éventuelles directives données à la SST par son « conseiller spécial » en matière de sécurité. Patrick Assirvaden, président du PTr, souhaite savoir si l'enquête concernant l'affaire Angus Road a été conclue. Le député Eshan Juman interrogera, quant à lui, le Premier ministre sur l'attribution des 251 hectares à Davot and Mangin, et demandera si une enquête a été ouverte suite aux informations recueillies par l'ICAC. Il veut aussi savoir s'il y a eu des allégations qui ont été faites contre un ministre et un PPS.

Mahen Gungapersad s'intéressera à l'ancien Attorney General, Ravi Yerrigadoo. Il reviendra ainsi sur l'enquête de la police dans l'affaire Bet365. Cette séance sera également marquée par le retour du député du



MMM, Rajesh Baghwan, après sa suspension datant du 4 avril. Il posera des questions au Premier ministre concernant l'affaire Kistnen, notamment sur l'emploi fictif de Simla Kistnen, et voudra connaître l'état de l'enquête. Rajesh Bhagwan interrogera également le Premier ministre sur la nomination de Prakash Maunthroo à la tête de la Central Water Authority.

Une fête, voire un concert, organisé(e) au Champs de Mars, sera également au cœur des débats. Reza Uteem, député de Port-Louis, souhaite connaître les conditions du bail accordé à People's Turf PLC (PTP) pour l'utilisation du Champ-de-Mars, et si la compagnie est autorisée à y organiser des concerts. Dans le même ordre d'idées, Rajesh Bhagwan cherchera à savoir si la police

a conclu son enquête sur le sabotage de la piste l'année dernière.

En ce qui concerne les questions aux ministres, Osman Mahomed, député travailliste de la circonscription n°2, dont la question figure en première position, demandera à Alan Ganoo, ministre des Transports, si une étude de faisabilité a été réalisée avant de décider d'étendre le Metro Express jusqu'à Côte d'Or. Mahend Gungapersad, du PTr, souhaite savoir où en est le projet de déploiement du « Wireless Local Area Network » dans 155 écoles secondaires, tel qu'annoncé dans le discours du budget 2021/22. Le député Eshan Juman souhaite, quant à lui, connaître le salaire de Rajiv Servansingh, directeur général de la State Trading Corporation, ainsi que le nombre de voyages qu'il a effectués.

Emploi fictif

Yogida Sawmynaden sera poursuivi

Rama Valayden semble avoir donné le ton sur une radio privée vendredi. Il faudra, selon lui, s'attendre à de gros développements dans l'affaire 'Constituency Clerk', ainsi que dans l'affaire Kistnen. Et hier, la presse a fait état de la décision du bureau du Directeur des Poursuites Publiques (DPP) de recommander que Yogida Sawmynaden soit « chargé » dans cette affaire. Face à la presse hier, samedi 20 mai, Rama Valayden a salué la prise de position du DPP.

Pour rappel, l'ancien ministre du Commerce, Yogida Sawmynaden, aurait déclaré à la Mauritius Revenue Authority (MRA) qu'il employait la veuve de Soopramanien Kistnen, Simla Kistnen, comme « Constituency Clerk », pour un salaire mensuel de Rs 15 000. Or, cette dernière l'a démenti catégoriquement et affirme ne pas avoir perçu de salaire pendant tout ce temps, en incriminant directement Yogida Sawmynaden.

Deux plaintes ont été déposées dans ce cadre en 2020 et 2021. L'une au poste de police pour "emploi fictif", et l'autre à l'Independent Commission Against Corruption (ICAC) pour "public official taking gratification".

Jean Michaël Durhône nommé Évêque de Port-Louis

Le Père Jean Michaël Durhône a été nommé Évêque de Port Louis. Il succède ainsi au Cardinal Maurice Piat. Lors d'une conférence de presse, il a soutenu qu'il ne sera pas uniquement l'Évêque des créoles, mais de toutes les communautés. Il a affirmé que maintenir l'unité dans la société mauricienne est plus important

que ses origines créole ou francophone.

Il a conscience, selon lui, de la situation de la jeunesse mauricienne, et dit suivre le dossier de près. « *Il est nécessaire d'éduquer et de former les jeunes, ainsi que de travailler avec eux, car ils sont capables d'assumer des responsabilités et sont les leaders de demain.* »

**La banane se fait rare**

Vous l'avez sans doute remarqué, on trouve peu de bananes, actuellement, sur le marché local. La production a considérablement diminué ces dernières années. Selon Kreepaloo Sunghoon, porte-parole des planteurs, quatre facteurs contribuent à cette pénurie. « *La dernière fois que nous avons eu un temps cyclonique, nos bananiers ont été gravement affectés, ce qui explique le manque de bananes sur nos marchés.* ». Depuis un certain temps, les cultivateurs tirent la sonnette d'alarme. De

plus, selon leur porte-parole, « *la plupart des récoltes de bananes vertes sont envoyées aux usines pour la production de chips, et ne sont donc pas disponibles à la vente, ou bien à des prix élevés, atteignant Rs 6, Rs 9, voire même Rs 10. Sans compter le fait que leur qualité laisse à désirer.* »

Le nombre croissant de vols dans les champs constitue un autre facteur à l'origine de la rareté des bananes sur les étals mauriciens. Cette augmentation décourage les agriculteurs, qui

finissent par abandonner leurs plantations. Selon Fowdar, planteur de bananes depuis plus de 50 ans, ce phénomène ne date pas d'aujourd'hui. Il y a un manque de main-d'œuvre dans ce secteur, car les jeunes ne sont plus vraiment intéressés par ce travail. Par ailleurs, les coûts de production, ainsi que le prix des pesticides et des fertilisants, ont augmenté de façon notable. Les planteurs ne peuvent y faire face. D'après lui, d'autres fruits et légumes viendront également à manquer dans les jours à venir.



Vinaye Ancharaz, économiste :

« Ine fer MIC zis pou soutire copain-copines »

La 'Mauritius Investment Corporation' (MIC), créée en juin 2020, continue d'alimenter les polémiques, et d'attirer les critiques, dont celles du Fonds Monétaire International (FMI). Sur les Rs 82 milliards disponibles dans les caisses de la MIC, Rs 64,1 milliards ont été engagés en investissements. Selon son site officiel, Rs 49 milliards ont déjà été versés à 50 établissements au 30 avril 2023.

Le gouvernement a créé la MIC dans le but de venir en aide aux entreprises systémiques dans le sillage de la Covid-19. À qui a profité cette initiative ? Rs 25 milliards ont été injectées dans la compagnie nationale d'aviation, Air Mauritius, en 2021, afin de la sauver d'un crash causé par une mauvaise gestion bien avant la pandémie. En échange de cet investissement, la MIC est devenue actionnaire majoritaire (49 %) d'Airport Holdings Ltd (AHL), qui est devenue propriétaire d'Air Mauritius. Les 51 % restants appartiennent au gouvernement.

La MIC a également pris des participations dans des groupes privés, notamment Rs 3,5 milliards dans MIC Smart City, Rs 2 milliards dans le groupe Médine et Rs 990 millions dans le groupe Omnicane, pour un total de Rs 42,4 milliards. Cela représente la moitié des Rs 82 milliards mises à sa disposition par la Banque centrale lors de sa création. À ce jour, Rs 49 milliards ont déjà été déboursés.

La banque centrale mauricienne a subi des pertes de Rs 811,7 millions pour l'année financière terminant le 30 juin 2022. Les investissements de la Mauritius Investment Corporation (MIC), sa filiale, dans MIC Smart City Ltd et Airport Holdings Ltd, y ont grandement contribué. Pour l'économiste Vinaye Ancharaz, c'est sans surprise que la Banque de Maurice (BoM) accuse des pertes significatives à cause de la MIC qui, selon lui, n'a aucune raison d'être.

« Pena okenn pays dans le monde kinn fer saki Maurice inn fer, le ministre des Finances en connivence avec le gouvernement konn tré bien ki zot finn fer – zot inn fer enn compagnie privé ki permet pren cash publik sous zot control et kot pena transparence ni accountability, ki pays ou trouv fer sa ou ? Inn fer MIC zis pu soutir copain copine des membres du gouvernement », martèle Vinaye Ancharaz.

À la fin d'octobre de l'année dernière, la 'Bank of Mauritius Statement of Financial Position' confirme un total « comprehensive loss » de l'ordre de Rs 11 milliards, littéralement le double en un mois. Car au 30 septembre dernier, ces pertes étaient de Rs 6,8 milliards. Selon l'économiste, la Banque de

Maurice dévie de son mandat qui est d'assurer une stabilité monétaire et de contrôler l'inflation. « Ce n'est pas la responsabilité de la Banque centrale de gérer une compagnie privée. Le FMI a fortement recommandé à la Banque de Maurice de se désengager de l'actionnariat de la Mauritius Investment Corporation (MIC), voire de son contrôle, et avait réclamé que son financement passe par le processus budgétaire de l'Etat. Le gouvernement a fait fi de cette recommandation, pourquoi ? » se demande l'économiste.

La création de la Mauritius Investment Corporation (MIC) par la Banque de Maurice avait pour objectif d'aider l'économie mauricienne en période d'incertitude due à la pandémie de Covid-19. La MIC avait également pour mission d'investir dans de nouveaux secteurs afin de stimuler l'économie du pays.

Vinaye Ancharaz qualifie la Mauritius Investment Corporation d'« éléphant blanc ». « L'argent public finn être distribué à gauche et à droite... Ena compagnie finn être créée pendant la pandémie zis pu bénéficié boku millions de la MIC... Inn fer bann investissement artificiel, eski ena retour lor sa bann investissement la ? MIC pena okenn accountability, pa kav mem poz kestion lor la dans parlement », martèle l'expert en économie.

Selon lui, la création de la MIC n'avait aucune « logique économique ». Il la considère comme un moyen de distribuer Rs 80 milliards aux personnes proches du pouvoir et aux grandes entreprises. Il mentionne notamment les Rs 650 millions accordées à la société « Mauriplage Beach Resort Limited », appartenant à la belle-famille du Premier ministre Pravind Jugnauth, ainsi que les Rs 350 millions allouées à « Luxury Retirement Village Ltd », une entreprise gérée par Avinash Gopee, un proche du pouvoir. Au 30 juin 2021, cette dernière avait déjà reçu Rs 175 millions de ce montant.



Vinaye Ancharaz

Selon Vinaye Ancharaz, utiliser des fonds publics pour créer une entreprise privée va à l'encontre de l'éthique des économistes. Modifier le « BoM Act » dans le but de servir les intérêts d'un petit groupe est encore plus préoccupant ! « Le ministre des Finances inn fer enn kitsoz ki pa ditou ethic... Eski sa cash kinn tir depi reserve la banque centrale la pa pe impacté nou roupie zordi.. ? pouvoir d'achat de la population inn baissé ek nou roupie per est dévalué.. li pa ti enn décision responsable pour créer MIC », déclare-t-il.

À plusieurs reprises, le grand argentier a affirmé que les détails concernant l'argent prélevé sur les réserves de la Banque centrale et distribué à des entreprises privées via la MIC ne peuvent être révélés.

List of applications approved as at 30 June 2021

Applicant	Amount approved (Rs millions)	Amount disbursed (Rs millions)
1. Lux Island Resorts Ltd	2,000	2,000
2. Long Beach Resort Ltd	950	-
3. Anabara Hotel Limited	2,000	-
4. Coppenstone Management Co. (Tortois) Ltd	1,100	2,000
5. Blue Ocean Park Ltd	900	275
6. Sagar Resorts and Projects Ltd	300	300
7. ARIKO (Mauritius) Ltd	300	300
8. Luxury Retirement Village Ltd	350	350
9. FM Group Co Ltd	150	150
10. AVM Technologies Ltd	300	175
11. La Tour Co. Ltd	250	200
12. Lateral Holdings Limited	250	200
13. R.E.A.L. (Mauritius) Ltd	275	200
14. Artistic Garments Ltd	200	100
15. Versant Hospitality Ltd	250	125
16. Versant Food Limited	500	50
17. Anek Mauritius Hotels Limited	150	200
18. Managrove Beach Resort Limited	180	-
19. Watara Sports Village Limited	2,500	-
20. Zivra Resort Ltd	650	1,500
21. Constance Industries Limited	100	-
22. Whangarua Industries Limited	650	-
23. White Sand Paradise Ltd	280	-
24. Southland Paradise Ltd	180	-
25. VLS LTD	150	-
26. Ferme Marier de Mahébourg Ltd	150	-
27. Meridius Limited	150	600
28. H2O (Mauritius) Limited	200	-
29. Anabara Residence and Villas Limited	112	-
30. Adventure Resorts and Villas Limited	115	-
31. The Lux Collection Ltd	200	-
32. Sharma Ltd	250	-
33. Island Resort Limited	400	-
34. PCH Investments Ltd	150	-
35. Sea Jet and Shores Limited	200	-
36. Sagar Resorts and Projects Ltd	160	-
37. Clarendon Ltd	100	-
38. AVM Finance Co Ltd	250	-
Total	17,522	5,725

Note: The Lux Collection Ltd and Island Resorts Ltd did not accept the offer.

Affaire Kistnen

Simla Kistnen : « Mo pa kompran kifer pa rane rapport lor lenket judiciaire la public »



Le rapport de l'enquête judiciaire sur la mort de Kistnen n'a toujours pas été rendu public. En revanche, un autre intitulé « The Kistnen Report: Privately Commissioned Investigation into the death of Soopramanien Kistnen », circule actuellement sur les réseaux sociaux. Daté du 16 juin 2022, ce rapport disculpe l'ancien ministre du Commerce, Yogida Sawmynaden, et met en évidence un différend entre lui et son frère, Koomada Sawmynaden. Ayant été rédigés par deux avocats proches du gouvernement, Ashley Hurhangee et Samad Goolamally, l'objectif de ce rapport est donc clair : dédouaner l'ex-ministre Sawmynaden.

La veuve de Soopramanien Kistnen, Simla Kistnen, soutient que, selon ses avocats, le nom de l'ex-ministre Sawmynaden est bien présent dans le rapport de la commission d'enquête, mais celui-ci n'a toujours pas été rendu public, ce qui suscite chez elle une grande frustration. « Si pena narien pou kassette mo pas pe comprend kifer banla pas pe rod fer sa rapport la vinn public », dit-elle avec désarroi. Elle est anéantie par l'absence de progrès dans l'enquête sur la mort de son époux. « Cela fait presque trois ans, et l'enquête policière n'a toujours pas abouti », déplore-t-elle.

Le corps partiellement calciné de Soopramanien Kistnen a été découvert dans un champ de canne à Telfair, Moka, le 18 octobre 2020. L'homme était porté disparu depuis 2 jours. Initialement classée comme un suicide, cette théorie a été réfutée par les proches du défunt, ce qui a soulevé de nombreuses interrogations. Par la suite, une enquête judiciaire a été ouverte pour élucider les circonstances exactes entourant la mort de l'ancien agent du MSM.



Armoogum Parsuramen

« Le fils reprend ce que son père avait donné, avec Bérenger »

L'éducation et la culture. Ce sont deux dossiers qui lui tiennent particulièrement à cœur. De Kerala, où il assiste à une conférence de la C20, Armoogum Parsuramen a partagé avec nous ses sentiments sur l'échange de terrain alloué pour la construction du centre culturel tamoul et l'échec de l'Extended Programme, lors d'un bref entretien téléphonique.

Propos recueillis par

■ Zahirah RADHA

Q : On vous dit très remonté contre la décision gouvernementale d'échanger le terrain accordé initialement pour la construction du centre culturel tamoul. Qu'est-ce qui explique votre colère ?

C'est une décision incompréhensible. Je tiens à rappeler que le MSM était en alliance avec le MMM quand les différents centres culturels avaient été créés. Le but était de consolider l'unité nationale, en ligne avec ce que préconise aussi l'UNESCO qui met beaucoup d'accent sur la diversité. Nous avons toujours travaillé pour l'épanouissement de la diversité mauricienne et je suis indigné de voir ce qui se passe actuellement.

Q : Pensez-vous qu'il y a eu une atteinte à l'épanouissement de la diversité mauricienne ?

Oui, absolument. Cela va à l'encontre de ce qui avait été décidé initialement et dont le MSM était partie prenante. Le fils reprend ce que son père a donné, ensemble avec Paul Bérenger. SAJ avait, à l'époque, soutenu qu'il donnait ces terrains aux centres culturels en signe de reconnaissance pour la contribution de nos ancêtres à Maurice. L'« Indo Mauritian Catholic Association » (IMCA) en a d'ailleurs fait mention dans une lettre qu'elle a adressée au ministère du Logement en date du 10 mai 2023.

Cette région a une signification importante puisqu'elle est liée à la culture des travailleurs engagés. Le Triangle de Réduit est particulièrement appropriée pour la culture et l'éducation, d'autant que le MGI se trouve à proximité. Il aurait fleuri en un joli jardin avec des fleurs diversifiées, avec les différents centres culturels se trouvant côte à côte.

Q : L'absence d'aide financière pour aider à la construction de ces centres est décriée. Mais une levée de fonds à leur niveau n'était-elle pas possible ?

Non. C'est justement cela le problème. La communauté tamoule, par exemple, a beaucoup investi dans des temples ces derniers temps. Croyez-vous qu'elle n'aurait pas pu

aider à la construction d'un centre culturel ? Là où le bât blesse, c'est que les centres culturels sont dirigés chacun par un board qui tombe sous l'égide du ministère des Arts et du Patrimoine culturel. Donc, tout est bloqué, sans l'aval du ministère. Le board n'est pas habilité à faire de levée de fonds. D'où trouverait-il donc les fonds nécessaires si le gouvernement ne lui donne pas de contribution financière ? J'ai pu d'ailleurs comprendre que le MTCCT avait pu réunir une somme de Rs 3 millions pour démarrer la construction du centre tamoul, mais l'Audit y avait mis son veto, en s'opposant à la création d'un compte bancaire séparé. Le MTCCT avait alors été appelé à utiliser ces Rs 3 millions pour ses dépenses courantes pour l'année financière qui était en cours au lieu d'obtenir un budget annuel.

Q : Est-ce donc le gouvernement qui les a indirectement poussés dans cette situation ?

Tout à fait. Cela va dans la logique des choses, puisque ces centres culturels sont sous le contrôle du gouvernement. Le cas d'IMCA est différent, étant donné qu'elle n'est pas un centre culturel. Elle a adressé trois lettres au ministère du Logement les 15 avril 2019, 25 juin 2020 et 18 octobre 2020, mais elles sont toutes restées sans réponses. *Le gouvernement ine blok zot parski zot ena l'idée pou servi sa la terre pou lot zafer.* C'est totalement inacceptable, d'autant que le bail n'arrive pas à expiration avant 2030.

Le ministre Obeegadoo est même allé jusqu'à donner un délai ridicule de 48h pour démarrer la construction. Et quand, durant ces 48h, on a pris l'initiative de défricher le terrain, la police y a débarqué et a arrêté un des nôtres. Le gouvernement agit d'une façon aberrante. Ironiquement, la compagnie Terra a, elle, accordé un bail de 99 ans à une société tamoule à Belle-Vue Harel, là où Anjalay Coopen avait été tuée à coup de balle, pour qu'elle puisse y faire ses activités religieuses et culturelles. Pour vous dire à quel point le gouvernement est dépassé. *Nou pire*

ki lepok longtemps !

Q : Quand vous voyez ce qui se passe avec les centres culturels, et de l'autre, avec l'octroi des chasses, comme celle à proximité de Grand-Bassin, par exemple, quel sentiment éprouvez-vous ?

C'est extrêmement regrettable ce qui se passe dans ce pays. Le Premier ministre n'a pipé mot sur le ranch à Grand-Bassin et sur l'affaire Franklin jusqu'ici. Par contre, dans le cas des centres culturels, il a personnellement convoqué les présidents en compagnie de quelques-uns de leurs membres pour les mettre devant un fait accompli. Je tiens à souligner que, contrairement à ce qu'a dit le ministre Obeegadoo au Parlement, trois membres du MTCCT, présents à une réunion samedi dernier, ont nié le fait que le board a donné son consentement à cet échange de terrain.

Q : Vous insinuez que le DPM Steve Obeegadoo a mislead le Parlement et la population ?

Ces trois membres ont clairement dit que le board n'a pas donné son aval, cela en la présence du président. Ce dernier n'avait pas pris la parole, mais il n'a pas nié ce que les trois membres ont dit. Je présume donc que c'est le ministre en question qui a fait fausse route au Parlement.

Q : En parlant du Parlement, comment qualifiez-vous le comportement du Premier ministre qui a attaqué la vie privée de Navin Ramgoolam, mardi ?

C'est totalement indigne d'un Premier ministre ! Je ne sais pas s'il réalise qu'il a, lui aussi, une famille. Il a clairement dérapé. *Zot ine fini détruire sa Parlement la.* On ne peut plus l'appeler Temple de la démocratie puisqu'il a été réduit à une farce. C'est une honte pour notre pays, d'autant que les diplomates nous regardent tous les mardis. Je ne pense pas qu'on ait atteint ce niveau même dans les pires démocraties du monde. Le Premier ministre ferait mieux de s'occuper des dossiers plus urgents, dont l'affaire Franklin sur lequel il n'a pipé mot.

Q : Le Speaker aurait-il dû autoriser cette question, selon vous ?

Il ne l'aurait certainement pas autorisé si c'était un député de l'Opposition qui l'avait posé. Mais puisqu'il s'agit du Premier ministre, il l'a toléré. Ce dernier ne s'est pas contenté de dire des faits, il a même donné ses propres interprétations, comme s'il était un spécialiste dans le domaine. Il est clair, pour moi, que le Speaker était complice dans cette sale besogne. Je n'ai aucun respect pour ce Speaker. Il fait honte à notre pays.

Q : Avez-vous été choqué par le taux d'échec en ce qu'il s'agit de l'« Extended Programme » ?

Comment ne pas l'être ? Ce qui est dommage, c'est que la ministre n'accepte même pas qu'elle a fait une erreur. Ce ne sont pas ces enfants qui ont échoué. *It's us who have failed them.* Malheureusement, la ministre n'écoute pas. Elle a pondu une réforme en s'asseyant au bureau avec ses officiers. Or, un ministre de l'Éducation doit être guidé par des principes fondamentaux. Elle aurait dû consulter les diverses parties prenantes et en prenant l'exemple sur d'autres systèmes étrangers qui ont fait leur preuve.

N'est-ce pas pour cela que nous travaillons de concert avec l'UNESCO et la Banque mondiale ? Celle-ci avait déjà prévu qu'il y aurait une catastrophe. Elle est en train d'assassiner l'avenir de nos enfants. Ils seront considérés comme des rejets de la société. Cela engendrera un énorme problème pour la société, surtout avec le fléau de la drogue qui sévit partout.

Q : N'y a-t-il rien qui va bien dans le pays ?

Le Premier ministre est peut-être entouré de personnes qui lui font croire qu'il y a un « feel good factor » dans le pays. Moi, je rencontre quotidiennement des gens qui sont extrêmement bouleversés par tout ce qui se passe. Nous avons un gouvernement arrogant qui n'écoute pas les critiques. Avec cette attitude, il ne pourra pas mener le pays à bon port.

Ils sévissent au Parlement

Ces députés en quête de ... stimulants!

Kavi Doolub



Il était jusqu'ici presque un illustre inconnu, même dans la circonscription no. 12 (Mahébourg/Plaine-Magnien) où il a été élu en 2019. S'il a fait la

Une des actualités cette semaine, c'est en raison de sa question parlementaire adressée au Premier ministre. La visée de celle-ci était claire dès le départ : tacler Navin Ramgoolam sur l'affaire des coffres-forts. Une question qui figurait déjà à l'ordre du jour le 25 avril dernier, mais qui n'avait pas été répondu. Il y est allé à fond mardi dernier, en adressant une question supplémentaire au Premier ministre sur les détails des comprimés et fortifiants retrouvés chez l'ex-Premier ministre. Un député qui s'adonne au voyeurisme

au Parlement, c'est du jamais-vu ! Un 'evil precedent', diraient certains. S'il avait un peu de bon sens et d'intelligence, il aurait utilisé le temps qui lui a été judicieusement imparti en posant des questions d'intérêt public. Que nenni. Il restera dans la mémoire collective comme un triste individu, incapable d'arriver à la cheville de Navin Ramgoolam, qu'il a pris pour cible.

Vikash Nuckcheddy



Il est l'un des députés les plus bruyants du MSM. Un peu à la manière de Ravi Rutnah. Il est aussi l'un des rares élus de la majorité de se faire régulièrement expulsé par le Speaker. Mardi dernier d'ailleurs, Soorojdev Phokeer a même demandé au Sergeant-at-Arms de « carry him », même si c'était sur un ton plus ou moins humoristique. Le député de la circonscription no. 9 se comporte souvent de façon clownesque, si ce n'est pas révoltant, comme

cette fois où il avait accusé des manifestants d'« insignifiants ». Il est sur tous les fronts pour défendre le gouvernement, et ne rate pas d'occasion pour égratigner les opposants. L'affaire Franklin ne l'intéresse pas, sans doute en raison de ses tentacules arrivant jusqu'à Lakwizinn, mais il surveille néanmoins les autres arrestations alléguées proches de l'opposition. Comme il l'a fait au Parlement, cette semaine.

Kenny Dhunoo



On se souviendra de lui comme celui qui avait traité le ministre Bobby Hurreeram de « Baahubali ». À l'extérieur

du Parlement, il se comporte comme un *bouncer*. En attestent les images de la CCTV à la clinique Wellkin, le montrant en train de bousculer un infirmier indien. Il est aussi celui qui est à l'origine de la suspension de la journaliste Manisha Jooty de la MBC. Il se sent sans doute pousser des ailes à chaque fois qu'il tente d'intimider ceux qui sont dans une position de faiblesse. N'étant presque jamais appelé à animer des conférences de presse du gouvernement, probablement en raison des casseroles qu'il traîne, il tente néanmoins de se faire remarquer au Parlement, où il est souvent rappelé à l'ordre par le Speaker et le Deputy Speaker. Ses questions parlementaires visent souvent l'opposition, comme celle de mardi dernier qui était axée sur les missions officielles de Navin Ramgoolam de 2005 à 2014, lorsqu'il était Premier ministre. Ce qui est quand même incompréhensible, puisque neuf longues années se sont déjà écoulées depuis qu'il n'est plus au gouvernement. D'autant que la question ayant trait aux voyages de l'ex-PM a suffisamment été traitée dans le passé et que la population n'aurait rien appris de nouveau.



Subhasnee Luchmun-Roy



Cette ancienne RJ aime faire la leçon aux journalistes et à la presse. Mardi d'ailleurs, elle s'est

Ils font partie de la 'demagogy squad' du gouvernement au Parlement. Ces députés, élus pour la première fois en 2019, se posent habituellement en donneurs de leçons, en se couvrant souvent de ridicule. Ils sont aussi connus pour leurs tentatives de 'hijack' le 'Prime Minister's Question Time' (PMQT), pas pour poser des questions d'intérêts public, mais pour encenser le gouvernement, ou sinon, de s'en prendre à des adversaires politiques. Zoom sur ces députés qui « mank rôle »...

intéressée à savoir quels sont les patrons de presse qui ne respectent pas le 'Remuneration Order'. Elle se plaint aussi à critiquer les « dinosaures » de l'Opposition, oubliant qu'il y en a aussi dans les rangs du gouvernement, dont Ivan Collendavelloo et Alan Ganoo. Son autre passe-temps favori : défendre, bec et ongles, le gouvernement et son « jeune Premier ministre ». Elle interpelle presque toujours le « jeune Premier ministre », qui aura quand même 62 ans le 25 décembre prochain, sur divers sujets. Les mauvaises langues prétendent qu'elle envoie ses questions au clerk de l'Assemblée Nationale très tôt, question de barrer la route aux députés de l'Opposition. Ses interpellations semblent émaner d'une stratégie calculée visant d'abord à plébisciter les actions gouvernementales et ensuite, à acculer l'opposition. Elle reste toutefois muette lorsqu'il s'agit de défendre les droits fondamentaux.

Sandra Mayotte



Elle n'a pas bronché lorsque la photo d'une artiste, comme elle l'a été aussi, a été injustement et arbitrairement brandie au Parlement. Le manque de respect du Premier ministre contre une femme artiste ne l'interpelle pas, mais elle se permet quand même de donner des leçons de respect à l'Opposition. Elle ne se sent pas concernée par les dernières manifestations tenues dans sa circonscription pour protester contre les robinets à sec, mais elle s'intéresse aux

émeutes qu'il y a eu il y a plus d'une quinzaine d'années de cela, soit entre 2005 à 2009, comme en témoigne une de ses récentes interpellations adressée au Premier ministre. Certains y voient une tentative d'inciter à la haine raciale. L'arrestation d'Akil Bissessur la titille, mais pas celle de

Franklin avec qui on lui prête une certaine proximité. Son rôle au Parlement, tout comme ceux de ses camarades, est de dévier l'attention des scandales et des gabegies du gouvernement.

Dharam Fokeer : « La dictature s'installe progressivement »

Le comportement du Speaker Soorojdev Phokeer, la censure des questions visant le Premier ministre, les scandales impliquant des ministres ou des proches du gouvernement ou encore concernant le Speaker lui-même, les réponses vagues et déguisées du Premier ministre, les questions dépourvues d'intérêt national, voire stupides, de certains «backbenchers», ainsi que les suspensions de certains membres de l'opposition, tout cela interpelle ! « C'est enn la honte internationale saki pe passé dans nou Parlement, c'est indescriptible kuma nou Parlement inn dégradé avec sa majorité gouvernementale la avec la complicité du Speaker... li kumadir enn professeur maternelle frustré », déclare l'ancien député Dharam Fokeer.

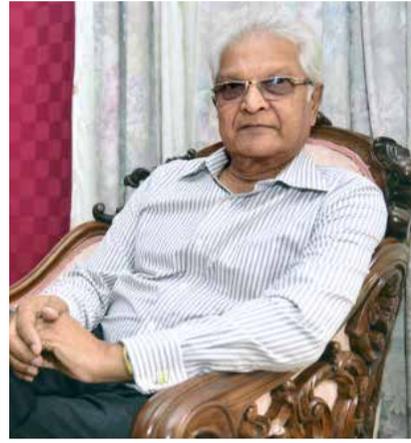
Le niveau déplorable de notre Parlement suscite des critiques sur la scène internationale. Dharam Fokeer évoque d'ailleurs l'impact sans précédent de

ce qui s'est passé au Parlement mardi dernier sur les cercles diplomatiques. « Sa bann backbenchers la bizin pren zot avek boku mepris.. zot pa pe kone ki dator zot pe fer a nous parlements ek pli important à nous pays... pa supposé donn zot titre 'honorable'... mo honte dans zot place, zot bann kestion pna okenn interet national, c'est bann kestion fabriqué ek zot la zis pu pass diber ek enn Premier ministre ki pe kroir li na pa pu ena pou rann compte plis divan... Pravind Jugnauth ek so lekup pena meme enn sens de valeurs. Pli vit sa gouvernement la allé, le mieux pour le pays », déclare Dharam Fokeer.

Pour lui, le Premier ministre et les membres de sa majorité ne sont en aucun cas des exemples à suivre. « Pe fer attack lor enn individu so la vie privée dans parlement, depi kan ena sa ? Dans sa même gouvernement la ena bann dimounn kuma Ivan Collendavelloo ek Alan Ganoo, kifer pa koz zot lavi

privé ek saki zot inn fer dans le passé ? Lorla, la République pe decor bann dimounn kumsa.. ! Déplorable ! » Avec le cœur lourd, il déplore la bassesse dans laquelle notre Parlement est tombé. « La dictature s'installe progressivement », selon l'ancien parlementaire.

Il trouve que le Parlement actuel ne peut en aucun cas être comparé au Parlement d'antan. « Le Parlement mauricien ti ena enn hauteur dans le passé, kan ou ena enn speaker kuma Vaghjee, ti enn plezir pou al dans parlement, ti enn place kot bann idéologie ti pe êtres débats, ti ena enn entente entre bann parlementaire, nu ti kav enemy dans



Parlement, mais en dehors nu ti bann bon camarades, dans lunch room nu ti pe zwenn ek partaz boku. Zordi ek sa speaker la, nu parlement kumadir enn lekol maternelle ek speaker la kuma enn prof ki frustré. Li donn zorey enn sel kote. C'est ridicule, pena okenn comparaison avek

nivo ki ti ena longtemps avec nivo asterla », estime l'ancien parlementaire.

D'ailleurs, que se passerait-il si la vie privée de l'actuel Premier ministre était dévoilée au grand public ? Il se pose d'ailleurs des questions sur les circonstances entourant le renvoi d'une dame du PMO sur ordre direct de son épouse...

Atteinte à la vie privée de Navin Ramgoolam au Parlement

« Totalement inacceptable », disent des jeunes

À la suite de la séance parlementaire du mardi 16 mai, au cours de laquelle le Premier ministre Pravind Jugnauth a abordé la vie privée d'un adversaire politique, les jeunes que nous avons interrogés se disent dégoûtés par le comportement du Premier ministre. « C'est totalement inacceptable », disent-ils, en appelant au respect et aux débats justes.



Zehra : « Preuve de loyauté dans sa vie privée »

Pour Ammeer Bibi Zehra, tout le monde, y compris les politiciens, a le droit à la vie privée. Cependant, lorsqu'une personne entre dans la vie publique, elle doit comprendre que certaines questions qui pourraient être considérées comme privées puissent relever de l'intérêt public raisonnable. Bien que la vie d'un politicien ne doive pas être exposée ou remise en question au sein du Parlement, tout ce qui s'y passe peut provoquer un scandale, et ce même s'il est un bon dirigeant. Par conséquent, il est préférable pour un politicien de faire preuve d'honnêteté et de loyauté dans sa vie personnelle et privée.



Humairaa : « Le respect de la vie privée est un droit fondamental »

Humairaa Ahmad Sahib, également étudiante à l'UoM, souligne que le respect de la vie privée est un droit fondamental, ainsi qu'une valeur importante dans la plupart des sociétés démocratiques. Les informations personnelles des individus, y compris celles des parlementaires, doivent être protégées et utilisées de manière responsable. Les questions concernant la vie privée doivent être traitées avec précaution et conformément aux lois en vigueur.

Anjali : « De graves répercussions sur notre pays »

Anjali, étudiante à l'Université de Maurice (Uom), affirme que les événements qui se sont déroulés lors des travaux parlementaires la semaine dernière sont répugnants. En tant que jeune, elle est sans mots pour exprimer sa consternation. Elle juge inacceptable que les parlementaires puissent se comporter de la sorte. Le

respect de la vie privée au sein de l'hémicycle doit être préservé, et les «standing orders» respectés. De plus, dit-elle, de telles actions pourraient avoir de graves répercussions sur notre pays, car nous sommes étroitement surveillés sur la scène internationale. Nous ne pouvons pas tomber plus bas.

Komal : « Pravind Jugnauth devrait donner l'exemple »

Je trouve injuste ce qui s'est passé au parlement. La vie privée d'une personne doit être respectée, qu'elle siège au parlement, ou pas. Les parlementaires n'ont pas été élus pour discuter de leur vie privée, ou de celle des autres, à l'Assemblée nationale. Il y a tant d'autres problématiques importantes qui se déroulent dans le pays ! Les gens ont tendance à oublier que les députés sont

là pour servir la population et fournir des informations sur ce qui se passe dans le pays. De plus, avec l'avènement des réseaux sociaux, la situation ne fait qu'empirer à cause de la diffamation, du harcèlement en ligne et des attaques contre les parlementaires. Il est important de respecter la vie des gens, et en tant que chef du gouvernement, Pravind Jugnauth devrait donner l'exemple.

Anishta : « Répondre aux questions de manière juste »

Anishta, étudiante en droit, souligne que ce n'est pas la première fois que de tels incidents se produisent. Lors d'une séance précédente, la photo d'une artiste a déjà été brandie, et à présent on ressuscite un vieux sujet datant de plus de 10 ans, toujours en l'absence des personnes concernées.

Selon elle, le chef du gouvernement devrait plutôt s'appliquer à répondre aux questions de manière juste, au lieu de critiquer ou de tenter de ramener à la surface de vieilles affaires dans le but de perdre du temps à l'assemblée, et d'influencer l'opinion publique.

Suhaasinee : « Le respect des autres est fondamental »

La vie privée fait partie du domaine de l'intime, que chaque individu doit pouvoir préserver. Chacun agit différemment, par conséquent le respect des autres est fondamental dans une société moderne. La violation de la

vie privée d'un individu, qui ne regarde personne, peut avoir des conséquences néfastes sur son quotidien. Ce n'est qu'une source de divertissement pour le public, et nous n'avons pas le droit de jouer avec la vie privée des autres.

Alif Society célèbre la fête Eid

C'est avec un parterre d'invités composé de diverses personnalités, dont le vice-président de la République, Eddy Boissezon, le Cardinal Maurice Piat, le DPP Rashid Ahmine, des représentants des ambassades des États-Unis et de l'Inde, de GOPIO et de la Hindu House,

entre autres, que l'Alif Society a marqué la fête Eid autour d'un somptueux dîner au Water's Edge Banquet Hall à Calebasses, mardi dernier.

Lors de son allocution, le président d'Alif Society, Dawood Auleear, a mis l'accent sur les efforts de son association de promouvoir la nation arc-en-ciel. Il a aussi rappelé que la mission première de celle-ci est de promouvoir l'éducation, en offrant des bourses à des étudiants méritants issus de la classe moyenne. À ce jour, plus de 400 jeunes Mauriciens ont pu en profiter, a-t-il soutenu.

« Nous organiserons prochainement deux conférences internationales conjointement avec l'Organisation of Islamic Conference (OIC), un organisme qui regroupe les 57 pays musulmans du monde », a annoncé Dawood Auleear. Celles-ci bénéficieront, entre autres, du soutien de GOPIO. La première conférence sera axée sur le « Computer Aided Teaching » et se

fera sous le parrainage du professeur bangladais, Muhammad Yunus, lauréat du prix Nobel. La deuxième sera centrée sur l'histoire du peuplement des Musulmans dans l'océan indien et sera patronnée par le prince de Perlis de la Malaisie.

Dawood Auleear a salué, dans la même foulée, le Bureau d'Éducation Catholique (BEC) pour sa collaboration

avec Alif Society et a lancé un appel au Cardinal Piat pour qu'il agisse comme un consultant dans le domaine éducatif. Il a également salué la contribution de plusieurs personnes dans leur domaine respectif, dont Pierre Baissac, Mookhesswur Choonee, Rashid Ahmine, et Charles de Loppinot, président de l'UFE Maurice, entre autres.



Un présent a été remis à Rashid Ahmine par Brigitte Lafrance



Le Naw-N-Sha organise une 'award ceremony'

Le Naw-N-Sha, une association sociale, sportive et caritative basée à Vallée-Pitot, a organisé une 'award ceremony' au Centre Culturel Islamique, vendredi. Le but: récompenser les élèves des écoles Surtee Sunnee et Idrice Goomany ayant réussi aux examens du PSAC, ainsi que

des étudiants ayant brillé aux examens du SC et du HSC. Les membres de l'association qui étaient à pied d'oeuvre durant la Covid-19 pour venir en aide aux familles en détresse ont aussi été récompensés. Plusieurs personnalités étaient présentes, dont les députés Osman Mohamed, Eshan Juman, Reza

Uteem et Farhad Uteem, entre autres.

Lors de son allocution, le président de Naw-N-Sha, Nizam Nasroollah, a mis l'accent sur les efforts consentis par son association durant de nombreuses années pour prévenir contre le fléau de la drogue dans la région de Vallée-Pitot. Il s'est aussi félicité que le

taux de réussite à l'école Surtee Sunnee ait augmenté, grâce au travail d'accompagnement que fait le Naw-N-Sha pour aider et soutenir les élèves et leurs familles. Le côté sportif n'est pas négligé non plus, plusieurs activités étant organisées à l'intention des jeunes de l'endroit.



Closure of Sudan Airspace due to conflict

The closure of Sudanese airspace has had a significant impact on major airlines operating in Africa, such as Turkish Airlines, Qatar Airways, Emirates, Etihad Airways, Saudi Airlines, Air France, Air Mauritius, British Airways and others. Ethiopian Airlines has the most significant exposure due to its geographic position, potentially having to reroute up to 38 routes in its network.

At Khartoum Airport, satellite images have revealed the extent of the damage caused by the fighting, up to 20 aircraft – civilian and military – have been destroyed. One of the airliners has been identified



as a Boeing 737 owned by Ukrainian carrier SkyUp.

Fighting in Sudan between paramilitary forces and the country's army which began in and around Khartoum, much of it centered on its airport, and has progressed beyond the capital – a proposed ceasefire seemingly having little effect. The outbreak of violence followed reports of a strain in the relationship between the military leader Abdel Fattah al-Burhan and his number two, paramilitary commander Mohamed Hamdan Daglo. Hopefully a new ceasefire is being negotiated, with the resolution of the conflict by diplomacy not guns.

The AIR MAURITIUS flight from Paris CDG to SSR Airport yesterday (MK015) normally



■ By Michael Atchia

would have over flown over Sudan (see picture 1.). BUT IT WAS REROUTED to fly over the Red Sea AND ENTIRELY AVOID Sudanese airspace, for security reasons (see picture 2, taken on board flight by passenger Michael Atchia).

Be Better or Be Best?

One of the biggest miseducation of the current times is competition. Education referred to here, does not restrict to academic circles but encompasses home, office, neighborhood, friends circle, sports teams, etc. What is being strongly inculcated widely in all minds is 'me-I-myself' or 'we-us-ourselves'. Everybody is in a race to prove that one is better than the others.

Walk into any of the parent-teacher's meetings in schools invariably parents are worried about their classmates' performance vis-à-vis their little one. The ultimate objective is to join a better coaching center, sports club, or cultural center than that of a relative's or neighbor's child. Imagine the impact of such conversations and thinking of the parents and teachers on the young minds. The youngsters are bombarded with one-upmanship strategies. This same brainwashed child will move into the 'doing' world from the 'learning' world. The sense of competition in the garb of motivation-to-excel pushes the person into self-indulgence at the cost of undermining all the others.

A simple but essential question to young school-goers, what do you want to become when you grow up? The answer could be a big surprise depending on the age of the child, one gets an answer like a driver, conductor, doctor, advocate, nurse, teacher, etc. from an infant. Typically, an adolescent changes the earlier stance with answers more matching the social status associated with a particular profession or position. There

is nothing wrong with aspiring and dreaming big, but the major problem is when one carried an exaggerated opinion about one's choice.

As a student, a neighbor, or a relative if not groomed to be selfless in doing good to others then expecting an exceptional person in the later part of one's life is nothing but an unrealistic aspiration. Children at a very early age are ingrained with the idea of not sharing toys with their siblings or neighbor children. It may look trivial to pay heed to such petty things at an early age but these are the values that get etched into one's personality. How unnatural it would be to expect the same person to share the inherited wealth equitably among the siblings when growing up or not to encroach upon others' properties.

There is a hue and cry on the importance of education from every platform. What are the primary lessons that are imparted to a student? Every other classmate is a competitor or challenger to oneself. Strict instruction needs to be adhered to not to share stationery or knowledge so that one can always enjoy the competitive advantage. Instead of working towards improving self for a better version of oneself, all efforts are made to constantly visualize stature with others. This false self-image in the hypothetical mirror serves a narrow purpose, the day it gets shattered the person stands broke.

An analogy story goes that two friends were walking in a jungle; suddenly they encountered a Lion chasing them. Both men

were running as fast as their feet could carry them. One of them said we should keep running faster than the Lion to escape unhurt. The other friend said, I just need to run faster than you to keep myself safe. Does the simple but apt story give a lesson about the priorities one sets in adversities depending on what values and beliefs have been fed? Is it just self or collective?

The most valuable guidance to the believers and humanity, in general, is Quran and Sunnah. The Prophet Muhammad (saw) was the living model of the instructions in the Quran. Some of the best results of the implementation can be found even among his companions. If at all one needs to improve oneself or improve youngsters under one's patronage, then all efforts should be made to imitate the absolute references rather than spend all energy to beat the peer group. A single reference on the journey to greatness is to follow the Prophet (saw).

In the later part of life, whether working in an organization as a team member or a family member, collective success becomes the prime importance of individual achievement. Imagine a football team whenever an individual contributes the team wins. In any game where the individual player puts effort into proving himself better then there are very high chances of the individual and the team losing out.

As parents, teachers, and elders it is the moral responsibility to inculcate compassion among youngsters toward others from an early age. Teach them to be the

best by following the best human beings as their role models rather than getting engaged in the rat race of one-upmanship. The most powerful influencers are the people whom they see often and regularly. Teaching by practice and not by preaching is inevitable. Rivalry whether in the class, profession, or society can be a self-inflicted mental illness, where the alphabet "I" needs to be replaced with "We" to make it well.

"You are the best of peoples, evolved for mankind, enjoining what is good, forbidding what is evil, and believing in Allah. If only the People of the Book had faith it was best for them; among them are some who have faith, but most of them are perverted transgressors." (3: 110). As Almighty Allah says in the verse we are best if one were to follow the instructions in the holy Quran. The evaluation criteria should be against the absolute reference as mandated in Quran and follow the practices of Prophet Muhammad (saw), we do not need to create arbitrary references with others. The cutthroat competition might have given technological advancement, but humanity has taken a back seat. The vast majority have been deprived to exercise the benefits.

It is not unusual to hear that there is a lack of leadership within the community. For anything to get prominence a supporting ecosystem needs to prevail. When all the focus is on the results and the inputs remain heedless the outcomes will be obvious. "Insanity is doing the same thing over and over and expecting different results"- Albert Einstein. Groom



■ By Bashir Nuckchady

selfless individuals in the circle of influence, and leadership will evolve automatically.

Let us shed the tag of being better than our fellow person just to massage one ego and work towards greatness, which provides ample scope to work incessantly to improve oneself. The impact of a good education is it makes the seeker humble. With percolation of knowledge (Haqq) deeper in one being makes the person selfless and magnanimous. This follows with a compulsion to look forward to capitalizing on every possible opportunity to pull others out of the darkness (basil).

"Satisfied life is better than successful life because success is measured in comparison with others and satisfaction is experienced internally in one's own heart, mind and body". Perhaps it is the Nafs-e-muthmainah that leads us to the higher purpose of life and get acceptance from our creator.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Les liens entre les morts et les vivants

Q : Est-ce que les morts peuvent entendre et voir ?

R : Oui, ils le peuvent. D'après Hadith Shareef Bukhari, il est rapporté que les corps des mécréants tués lors de la bataille de Badr furent mis dans un fossé quelques jours après la bataille, et le Saint Prophète (S.A.W) est venu près du fossé et a dit : « Avez-vous reçu ce que vous a promis votre Seigneur ? Moi j'ai eu la victoire que m'a promise mon Seigneur ! En leur adressant la parole un à un et les appelant par leur noms et les noms de leur père. » Sur ce, Hazrat Umar (R.A) qui était à côté s'étonna : « Ya Rassooolullah (S.A.W), êtes-vous en train de parler à des gens qui sont devenus des carcasses ? » Et le Saint Prophète (S.A.W) de répondre : « Ô Umar! Par le Seigneur qui m'a envoyé comme Prophète véridique, je jure que tu ne m'entends pas mieux qu'eux, mais eux ne répondent pas. » Et Hazrat Aïsha (R.A) rapporte : « Quand un musulman va visiter la tombe de son frère musulman, et le salue, ce dernier le reconnaît et répond à son salut. » Si le mort n'entendait pas,

on n'aurait jamais reçu l'ordre de le saluer.

D'après Hadith Bukhari, chaque personne qui meurt voit sa place dans l'autre monde, matin et soir. Celui qui mérite le Paradis, voit sa place au Paradis, et celui qui ira en enfer, voit sa place en enfer. D'après ce Hadith, les morts peuvent donc voir, sinon il n'aurait pas été utile de leur montrer leur place dans l'autre monde.

Q : Est-ce que la personne qui vient de mourir sait ce qui lui arrive ?

R : Abu Nu'aim raconte que Amr Ibn Dinâr (R.A) a rapporté : « Un ange tient l'âme de la personne qui meurt. L'âme regarde les gens lui donner le Ghusl et le Kaffan. Ecoute comme les gens disent du bien de toi, lui dit-on. »

Il est aussi rapporté dans Sahih Muslim Shareef, que Hazrat Amr Ibn al-As (R.A) a dit avant de mourir : « Mettez de la terre sur moi quand vous m'enterrerez ! Puis restez près de mon tombeau le temps qu'il faut pour abattre un animal et le mettre

en pièces. En vous voyant autour de moi, je pourrai m'habituer à mon Qabr et répondre ainsi facilement aux questions des anges envoyés par mon Seigneur. »

Q : Est-ce que les morts savent ce que nous faisons sur la terre ?

R : Dans Hadith Shareef, il est dit : « Vos actions sont montrées à vos parents et proches défunts. Ils sont heureux quand ils voient vos bonnes actions. Quand ils voient vos péchés, ils disent : "Ô Seigneur! Aide notre frère à trouver le droit chemin comme Tu nous as guidés. Seulement après cela puisses-Tu lui enlever son âme." » Ce Hadith est cité par Imam Ahmad et Al Hakim at-Tirmizi dans Nawadir al Usul. Dans un autre hadith cité par Tirmizi, « Les actions des humains sont présentées à Allah les lundis et jeudis. Aux Prophètes (A.S), aux Awliyâ et aux parents cela se fait les vendredis. Ils sont heureux quand ils voient des bonnes actions. Leurs visages deviennent plus brillants. Craignez donc Allah ! N'offensez pas les morts ! »

Ibn Abid Dunya rapporte que Sadaqat Ibn al Ja'fari lui a raconté qu'il était un homme ayant de mauvaises habitudes. Après la mort de son père, il s'est repenti de toutes ses mauvaises actions. Un jour toutefois, il commit une faute. Par la suite, il vit son père en rêve qui lui disait : « Ô mon fils! Je me suis senti bien dans ma tombe grâce à tes bonnes actions. Ce que vous faites nous est montré. Tes actions ont été comme celles des gens pieux. Mais je me suis senti très triste et j'ai eu honte par ce que tu as fait tout récemment. Ne me fais pas avoir honte auprès des morts qui sont autour de moi. » Ce récit démontre non seulement que nos proches qui sont décédés sont au courant de nos actions, mais aussi ceux qui nous étaient étrangers, car son père lui a dit qu'il avait de la honte vis-à-vis des morts qui sont auprès de lui.

**Adapté de 'Advice for the Muslim',
Hakikat Kitabevi, Turquie
Traduit par
Abdus Saboor Mohamed Saleh**

Le Traité de Hudaibiyyah : une victoire éclatante

Louanges à Allah et Salutations au Prophète Muhammad (SAW).

« ... Il se peut que vous ayez de l'aversion pour une chose alors qu'elle vous est un bien. Et il se peut que vous aimiez une chose alors qu'elle vous est mauvaise... » - (Sourah al Baqarah : verset 216)

La signature du Traité de Hudaibiyyah entre les Musulmans et les Quraysh, six ans après le Hijrah, mérite que l'on s'y attarde afin de mieux comprendre la stratégie du Prophète Muhammad (SAW) lors de cet événement qui avait suscité tant de controverses chez les Compagnons, et non des moindres.

Pendant ces six ans, les Musulmans de Madinah avaient un désir ardent de se rendre à Makkah et d'y accomplir le Hajj et la Umrah. Un matin, lors de la congrégation, le Prophète (SAW) leur annonça qu'il avait eu une vision de leur prochaine visite à Makkah, en toute sécurité, sans armes et le crâne rasé.

C'est ainsi que quelques jours plus tard, soit le 1^{er} Zul Qadah, Muhammad (SAW) marchait vers Makkah à la tête d'une cohorte d'environ 1400 hommes. Ils emmenaient aussi 70 chameaux et du bétail pour le sacrifice.

Ayant appris la démarche des

Musulmans, les Quraysh décidèrent de les stopper pour leur interdire l'accès. Après de longs pourparlers, les Musulmans et les Quraysh arrivèrent à un accord qui prit la forme du Traité de Hudaibiyyah.

Le traité ne fit toutefois pas l'unanimité chez les Musulmans. Les compagnons furent pour le moins choqués par la position adoptée par le bien-aimé Prophète (SAW) : un sentiment de confusion et d'humiliation prévalait parmi les musulmans, lorsque le Prophète (SAW) donna son accord aux points suivants :

1. Les Musulmans ne pourront pas accomplir le petit pèlerinage (Umrah), mais devront venir l'année suivante sans armes, et seront autorisés à ne séjourner que 3 jours à la Mecque;
2. Tout Médinois (partisan du Prophète) souhaitant retourner à la Mecque est autorisé à le faire, tandis que tout Mecquois (partisan de Quraysh) souhaitant rejoindre le Prophète (PSSL) devra obtenir l'accord de son tuteur;
3. Il y aura une trêve de 10 ans ;
4. Toute tribu sera libre de rejoindre l'un ou l'autre parti (soit Quraysh, soit les musulmans).

Inquiets, voire en colère, les

Compagnons estimaient que le Prophète (SAW) faisait trop de concessions, alors que les Musulmans détenaient la vérité absolue ! Dans le camp des Quraysh, c'était la célébration !

Mais une analyse rationnelle du traité démontrera de nombreux avantages et enseignements incontestables, toujours très pertinente aujourd'hui. Et les événements qui suivront donneront raison au Prophète (SAW).

L'histoire retiendra que ce traité fut le produit d'une sagesse politique profonde et d'une clairvoyance. Il entraînait des avantages considérables pour l'Islam et l'Arabie. Pour la première fois, les Quraysh reconnaissaient en Muhammad (SAW) un chef d'État plutôt qu'un renégat. Pour la première fois Makkah reconnaissait l'émergence de l'État islamique en Arabie. Le fait d'accepter que les Musulmans reviennent l'année prochaine était une reconnaissance de l'Islam comme une religion à part entière. De plus, la période de dix ans de trêve permit la propagation de l'Islam dans d'autres parties de l'Arabie.

Les musulmans ont parcouru une longue distance dans des conditions éprouvantes depuis Médine, à pied et avec quelques chameaux, dans le désert (pas dans des autocars climatisés), avec

une bonne intention (pèlerinage et pas de combat), et pourtant le résultat a été «décevant» pour eux à première vue, d'où l'importance de la persévérance.

Pour pouvoir jouir de cette stabilité qui a permis à l'Islam de se développer, le Prophète (SAW) a dû «accepter» les clauses (1) & (2) susmentionnées, qui faisaient croire aux adversaires qu'ils avaient le dessus, alors que les véritables vainqueurs étaient les Musulmans ! L'intelligence et les qualités de stratège du Prophète (SAW) sont plus qu'évidentes.

Le Prophète (SAW) avait raison et était véridique, mais il a accepté diverses «concessions» ; parfois, la maturité et l'intelligence exigent que vous acceptiez une «défaite immédiate» en échange d'une victoire durable et à long terme, et que vous préférerez le long terme au court terme. Quelle sagesse, en effet !

« En vérité, Nous t'avons accordé (Ô Muhammad) une victoire éclatante » - Sourah Al Fath (48), verset 1.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Ryad veut se positionner comme un médiateur dans le conflit en Ukraine



Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a appelé les dirigeants de la région à «jeter un regard honnête» sur la guerre dans son pays. «Malheureusement, certains pays dans le monde et ici, parmi vous, ferment les yeux sur ces prisons et annexions illégales», a-t-il déclaré.

Le président ukrainien a été invité par l'Arabie saoudite et non par la Ligue arabe, a précisé à l'AFP un responsable de l'organisation panarabe.

M. Zelensky a affirmé sur les réseaux sociaux qu'il s'était aussi entretenu avec le prince héritier saoudien pour parler notamment des «principaux points de la formule de paix ukrainienne». Il a également évoqué d'autres rencontres bilatérales avec les dirigeants d'une région beaucoup moins unie dans son soutien à

l'Ukraine que ses alliés européens et américains.

Ryad a affiché une position relativement neutre sur le conflit, jouant en septembre un rôle inattendu de médiateur dans un échange de prisonniers entre Moscou et Kiev.

La première économie du monde arabe et plus grand exportateur de brut au monde, coordonne sa politique pétrolière avec la Russie, tout en maintenant des liens étroits avec les Etats-Unis, son partenaire de longue date en matière de sécurité.

La Syrie de Bachar al-Assad, en revanche, fidèle alliée de Moscou, est l'un des cinq pays à avoir voté contre les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies demandant à la Russie de cesser les hostilités en Ukraine.

Birmanie : Le bilan grimpe à 145 morts après le passage du cyclone Mocha

Charriant des pluies diluviennes et d'intenses rafales de vent, le cyclone Mocha a dévasté la Birmanie. Le bilan s'élève désormais à 145 morts dans le pays, a annoncé la junte dans un communiqué ce vendredi. A Genève, l'ONU a précisé que quelque 800.000 personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

Le cyclone Mocha a frappé la Birmanie et le Bangladesh dimanche, avec des pluies battantes et des vents de 195 km/h qui ont démolé des bâtiments

et transformé les rues en rivières. La tempête la plus violente dans la région depuis plus de dix ans a ravagé des villages, déraciné des arbres et coupé les communications dans une grande partie de l'Etat Rakhine,

où des centaines de milliers de Rohingyas vivent dans des camps de déplacés à la suite de décennies de conflit interethnique.

Les Rohingyas, premières victimes

« Au total, 145 personnes ont été tuées dans le cyclone », a déclaré l'équipe d'information de la junte dans le communiqué. « Selon les informations que nous avons obtenues, 4 soldats, 24 habitants et 117 Bengalis ont été tués dans la tempête », a-t-elle précisé. « Bengali » est un terme péjoratif utilisé en Birmanie pour désigner la minorité musulmane.

Quelque 600.000 Rohingyas vivent depuis plusieurs générations en

Birmanie, privés d'accès à la santé et à l'éducation, « sous un régime d'apartheid », selon Amnesty International. Tous sont assimilés à des étrangers et doivent même demander une autorisation avant tout déplacement en dehors de leur village. Un chef de village rohingya avait déclaré à l'AFP que plus d'une centaine de personnes étaient portées disparues dans son seul village à la suite du cyclone.

La junte dément que 400 Rohingyas sont morts



Un autre chef de village près de Sittwe, la capitale de l'Etat Rakhine, a déclaré à l'AFP qu'au moins 105 Rohingyas étaient morts dans les environs de la ville, et que le décompte n'était pas terminé. Au Bangladesh voisin, des responsables ont déclaré que personne n'avait péri dans le cyclone, qui est passé à proximité d'immenses camps de réfugiés abritant près d'un million de Rohingyas. Le communiqué de la junte indique également que les informations diffusées par les médias sur la mort de 400 Rohingyas sont « fausses » et que des mesures seront prises à l'encontre des organes de presse qui les ont publiées.

La bataille contre la réforme des retraites s'invite au Festival de Cannes

Une pluie battante s'est abattue sur le Festival de Cannes vendredi, sans pour autant empêcher les «travailleurs essentiels» d'organiser une manifestation contre la réforme des retraites devant le Carlton, le palace le plus emblématique de la ville de la Côte d'Azur, prélude à un rassemblement plus important prévu dimanche.

Ces derniers mois, la France a vécu au rythme de manifestations monstres contre la réforme des retraites, qui suscite une opposition quasi-générale dans le pays. Son adoption par le gouvernement en mars, sans vote à l'Assemblée nationale, n'a fait que renforcer une colère sociale qui inquiète jusqu'au Festival de Cannes.

Soucieuses d'éviter tout risque de débordement durant les festivités, les autorités de la ville ont interdit les manifestations dans un large périmètre autour du Palais des festivals et de la Croisette.

Les opposants à la réforme ont toutefois prévenu qu'ils ne resteraient pas inactifs pendant cet événement, parmi les plus médiatisés au monde, considéré comme une vitrine de la France.

«Cannes, ce n'est pas seulement des paillettes et du bling-bling. Il s'agit aussi des travailleurs, des personnes sans lesquelles le festival n'aurait même pas lieu», explique Céline Petit, représentante locale du syndicat CGT.

N'ayant pas réussi à faire annuler l'interdiction de manifester devant les tribunaux, la CGT a trouvé un moyen de la contourner en organisant un petit rassemblement de travailleurs de



l'hôtellerie sur un terrain privé, juste devant le porche du palace le plus connu de Cannes, qui compte parmi ses clients cette année l'icône du cinéma et chouchou du festival, Martin Scorsese.

L'utilisation de cet emplacement signifie que le rassemblement est techniquement autorisé, à condition que les manifestants – un mélange de représentants syndicaux et de travailleurs des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration – ne soient pas plus d'une douzaine.

Bravant la pluie, ils ont déployé une grande banderole avec inscrit «Non à la réforme», en grandes lettres. Le cadre prestigieux, devant l'entrée du Carlton récemment rénové, a fait son petit effet, malgré l'effectif réduit des troupes.

«Le personnel de l'hôtellerie n'a pas l'habitude de se faire entendre», souligne Ange Romiti, membre de la CGT représentant le personnel de l'hôtel Carlton. «C'est l'occasion de faire passer notre message au moment où le monde entier a les yeux rivés sur Cannes».

Priyanka Chopra reunites with daughter Malti, shares pic as they play with a cardboard box

Priyanka Chopra is back in US after a short work trip to Venice. The super-busy star missed daughter Malti Marie Chopra Jonas during her travels and couldn't wait to be back with her again. On Wednesday, she shared an adorable photo as the two were finally reunited. The photo shows Priyanka and Malti in latter's playpen. Priyanka is holding a cardboard box while dressed in a simple grey lounge set. Like all desi kids, Malti is more interested in the cardboard box rather than her toys.



Sharing the photo, Priyanka wrote, "Re-united... What do we have here MM (Malti Marie)?" Malti was staying with Priyanka's mother Dr Madhu Chopra while the actor attended a Bulgari event in Venice, Italy with Anne Hathaway and Zendaya on Tuesday night.

In a recent interview with Grazia, Priyanka spoke about her daughter's whereabouts. "Right now, my daughter's in New York with my mom, prob-

ably eating ice-cream for dinner, having the time of her life," she said.

Priyanka's Mother's Day post

Priyanka recently also celebrated Mother's Day with a post dedicated to Malti,

her mother Madhu and mother-in-law Denise. Priyanka wrote in the caption, "I am so lucky to have always known the love of a mother. My mother is the strongest woman I know. And her mother was too. I come from a lineage

of women who are warriors and I was blessed to be raised by many of them. My Mum, my aunts, my grand mothers. Thank you Ma, you're the greatest gift in my life. I could not be more grateful you're mine!"



Sara Ali Khan looks regal in her white saree-style outfit at Cannes 2023, fans call her 'replica of Sharmila Tagore'

In 24 hours, Sara Ali Khan showed off her third outfit from the Cannes Film Festival. On Wednesday, the actor stepped out in a white Abu Jani Sandeep Khosla saree at the French festival. This is her first time at the French Riviera. While her first two Cannes looks were lukewarm, fans gave her the thumbs up for the white saree after she shared the photographs on Instagram. A few fans even compared the actor to her grandmother, veteran actor Sharmila Tagore, who is known

for her regal looks in Indian outfits.

Adding white heart emojis, the actor shared her latest pictures of the Abu Jani Sandeep Khosla white saree on Instagram, "I guess you Cannes do it again." Standing on a staircase, Sara displayed the long drape of the saree in a few photos. In some other pics, she showcased the black and white sequined halter blouse with a matching necklace. Her hair was pulled back in an elegant bun.

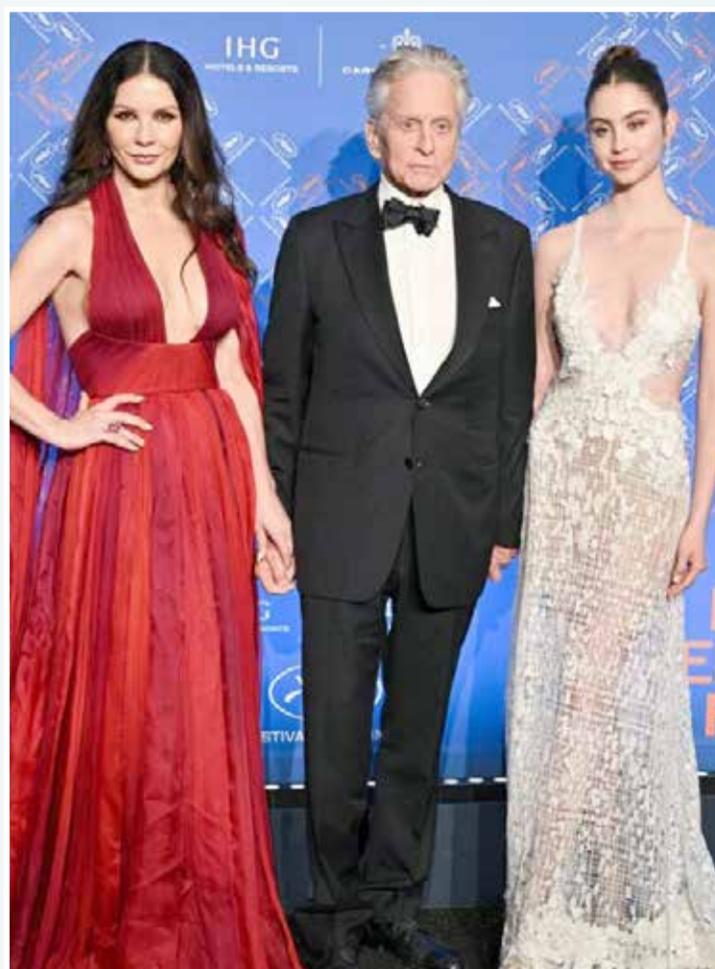


Kajol thinks she looks like daughter Nysa Devgan in this ai-generated image, twitter user says she resembles Tabu more

Celebrities are no stranger to artificial intelligence (AI). Everyone from Bruce Willis, Will Smith, Johnny Depp, Tom Cruise, Emma Watson and Keanu Reeves to Ranbir Kapoor, Shah Rukh Khan, Deepika Padukone, Priyanka Chopra and Hrithik Roshan have featured in images created with the help of AI. Now, actor **Kajol** has joined the AI trend taking over social media. On Wednesday, the actor took to Twitter and Instagram to share an AI-processed photo of herself, and also revealed whom she looks like in the image.

Sharing the photo of herself, Kajol wrote, "AI and me... any guesses who I look like (The answer is in the person who's tagged). There are too many eye rolls and not enough emojis..." Kajol tagged her and actor-husband Ajay Devgn's daughter **Nysa Devgan** in her post. Many took to the comments section of her Instagram post, and agreed with her. Some on Twitter also chimed in, and said which actor Kajol actually looked like. One Twitter user wrote, "Tabu." Another said, "You look like Kajol only."

Fairytale Look at Cannes Film Festival 2023



Grealish : "Nous avons l'impression que personne ne peut nous battre"

L'ailier gauche de Manchester City Jack Grealish, qui s'est distingué par ses performances contre le Real Madrid en Ligue des champions, a fait part de ses sentiments à «BT Sport» après la rencontre. Il s'est montré très élogieux envers son équipe.

Lors de la demi-finale retour de Ligue des Champions, l'équipe de Carlo Ancelotti a été giflée 4-0 par Manchester City à l'Etihad Stadium. L'équipe de Pep Guardiola a ainsi pris sa revanche sur la défaite de la saison dernière contre les Merengues au même stade de la compétition.

Jack Grealish a été l'un des meilleurs joueurs de la rencontre et City enchaîne dans toutes les compétitions grâce à ses performances. L'ailier gauche s'est confié à «BT Sport» après la qualification pour la finale de la Ligue des champions.

«C'était incroyable. Nous avons parlé la semaine dernière après le match et j'étais tout excité, vous savez, d'être impliqué et d'autres choses comme ça. Ne pas être impliqué, j'ai l'impression d'être un joueur de l'équipe de jeunes», a-t-il commencé.

«Une semaine plus tard, je suis à nouveau ici et le score est de 4-0. Je



ne pense pas que beaucoup d'équipes feraient ça au Real Madrid, mais je vous jure que lorsque nous sommes tous ensemble et que nous jouons, surtout ici, nous nous sentons invincibles, honnêtement. Je ne sais pas ce que c'est.» a-t-il déclaré.

«L'autre jour, j'ai vu les statistiques de nos matches de Ligue des champions et je n'arrivais pas à y croire. a-t-il expliqué en riant. Je crois que nous avons fait cinq matches nuls en Ligue

des champions à l'extérieur cette saison, alors que nous avons gagné tous nos matches à domicile».

«Je ne sais pas ce qui se passe ici, si ce sont les supporters, mais en jouant sur notre terrain, nous nous sentons invincibles et nous avons l'impression que personne ne peut nous battre. Vous avez vu ce que nous avons fait au Bayern Munich, même à Leipzig et ici ce soir. C'est incroyable.»

Un départ inattendu se prépare à Arsenal



Granit Xhaka, l'un des piliers du système de Mikel Arteta, va quitter Arsenal en fin de saison, avance le journaliste Fabrizio Romano. Le Suisse va retourner en Bundesliga.

Alors que son contrat s'achève en 2024, Granit Xhaka devrait quitter Arsenal après sept années de bons et loyaux services. C'est en tout cas ce que rapporte la presse britannique ce mardi.

Selon le journaliste Fabrizio Romano, le Bayer Leverkusen, qui vient de s'offrir Grimaldo, est en pourparlers avancés avec le Suisse. Son transfert pourrait s'élever à 15 millions d'euros.

L'ancien du FC Bâle va signer un contrat de quatre ans, jusqu'en 2027, avec l'équipe de Xabi Alonso.

Pour remplacer Xhaka, Mikel Arteta vise notamment l'Anglais Declan Rice, qui pourrait devenir le plus gros transfert de l'histoire de la Premier League.

Manchester United fait le premier pas pour Kim Min-jae

Après Liverpool et le Paris Saint-Germain, c'est Manchester United qui montre son intérêt sur le défenseur du Napoli, Kim Min-jae. Le club anglais aurait déjà entamé les discussions avec les proches du joueur, selon 'Foot mercato'.

À 26 ans, Kim Min-jae a enfin connu la lumière dans le football européen cette saison, réalisant une saison de haute volée avec le club italien et remportant le premier Scudetto du club en 33 ans.

Évidemment, l'intérêt des grands clubs n'a

pas attendu bien longtemps et Manchester United serait la nouvelle équipe prête à tout pour recruter le Coréen. Le joueur se trouve déjà dans la short-list du Paris Saint-Germain et de Liverpool.

En effet, selon 'Foot mercato', des discussions auraient déjà été entamées entre les proches du joueur et les 'Red Devils', ce dernier promettant un



salaire très élevé, bien plus que celui qu'il touche actuellement dans le sud de l'Italie.

Sur le plan sportif, 'MU' a bien besoin de présence à ce poste de défenseur central puisque Harry Maguire devrait partir lors du prochain mercato, et Raphaël Varane n'est plus une valeur sûre à cause de problèmes physiques.

Kim Min-jae est sous contrat avec Naples jusqu'en juin 2025, mais Aurelio De Laurentiis pourrait bien craquer face à une offre irréfutable.

Alejandro Grimaldo a choisi son futur club

En fin de contrat le 30 juin prochain, Alejandro Grimaldo se dirige bien vers un départ de Benfica. Selon le journaliste Fabrizio Romano, l'Espagnol va rejoindre le Bayer Leverkusen.

Grimaldo deviendra un joueur du Bayer Leverkusen la saison prochaine, rapporte ce dimanche le spécialiste des transferts Fabrizio Romano. En fin de contrat, il arrivera donc gratuitement et signera jusqu'en 2027.

Le latéral gauche a déjà passé la visite médicale pour signer avec la formation allemande, actuellement septième de la Bundesliga et toujours en lice pour remporter la Ligue Europa 2022/23.

Le joueur de 27 ans mettra ainsi fin à son aventure portugaise après plus de six ans passés à Benfica, où il a été un titulaire indiscutable. Jusqu'à présent, il a joué 301 matches avec les Aigles de Lisbonne, au cours desquels il a marqué 26 buts et délivré 65 passes décisives.

Au Bayer Leverkusen, Grimaldo sera entraîné par son compatriote et ancien footballeur Xabi Alonso.





Tottenham confirme le départ de Lucas Moura à la fin de la saison

L'attaquant brésilien de Tottenham, en manque de temps de jeu cette saison, quittera les Spurs libre de tout contrat à la fin de la saison, a annoncé le club londonien ce jeudi.

Une page se tourne à Tottenham. Lucas Moura va quitter le club londonien à la fin de la saison, lorsque son contrat prendra fin.

Le Brésilien quitte les Spurs avec le souvenir inoubliable de son triplé décisif inscrit en demi-finale retour de la Ligue des Champions 18/19, face à l'Ajax Amsterdam.

Il avait rejoint la capitale anglaise en janvier 2018, en provenance du PSG, avec le statut de promesse à confirmer, contre un montant de 40 millions d'euros.

L'international brésilien quitte Tottenham après un total de 219 matchs disputés, pour 38 buts.

«Nous tenons à remercier Lucas pour les services exceptionnels qu'il a rendus à notre club et lui souhaitons le meilleur pour l'avenir», a déclaré Tottenham dans un communiqué.

Icardi : "Je n'ai parlé à personne"

Alors qu'il devrait faire son retour cet été au Paris Saint-Germain, Mauro Icardi verra son contrat se terminer en juin 2024. Sans doute considéré comme indésirable au PSG, de nombreuses rumeurs l'envoient à Boca Junior notamment. L'intéressé y a répondu sur ses réseaux sociaux.

Cette saison, Mauro Icardi retrouve sa forme d'antan. Auteur de 18 buts et de 8 passes décisives en 23 matchs, il est l'une des idoles du club turc de Galatasaray, où il est actuellement prêté jusqu'en juin prochain. L'Argentin effectuera son retour le mois prochain dans la capitale française, à un an de la fin de son contrat.

Mais personne ne sait ce que le PSG compte faire de lui, surtout car il

suscite l'intérêt de nombreux clubs, dont l'AS Roma et l'AC Milan.

Malgré tout, l'intéressé souhaite rester en Turquie l'année prochaine comme il l'avait expliqué : "Je veux vraiment rester à Istanbul", déclarait-il il y a un mois.

Mais son salaire risque d'être un frein pour le club turc. Actuellement, la formation stambouliote ne prend en charge que 750 000 euros sur les 6,75 millions d'euros de son salaire annuel, le reste étant payé par le PSG.

De ce fait, des rumeurs sur un possible accord avec Boca Junior circulaient ces derniers jours. Icardi a fortement réagi sur son compte Instagram. "Je n'ai parlé à personne ! Faux", a-t-il écrit dans sa story. De quoi relancer le suspense autour de ce dossier.



Joshua Kimmich souhaiterait quitter le Bayern, le Barça à l'affût

'Mundo Deportivo' révèle que le milieu de terrain du Bayern Munich, Joshua Kimmich, aimerait quitter la Bavière cet été. L'Allemand pourrait alors débarquer au FC Barcelone, qui ne trouve pas d'accord avec la Real Sociedad pour recruter Zubimendi.

Dans l'impasse Martín Zubimendi, le FC Barcelone a peut-être retrouvé son chemin avec le boulevard qui peut s'ouvrir sur Joshua Kimmich dans les prochaines semaines. Le milieu de terrain allemand souhaiterait quitter le Bayern Munich pour plusieurs motifs, selon 'Mundo Deportivo'.

Après le départ annoncé de Sergio Busquets, les 'blaugranas' ont montré un fort intérêt pour le milieu de terrain 'donostiarra', Martín Zubimendi, de la Real Sociedad, mais le club basque veut récupérer 60 millions d'euros,

correspondant à la clause du joueur, ce que refuse Joan Laporta.

Face à cette situation, Kimmich pourrait être la solution idéale pour Xavi. Le joueur de 28 ans a une très grande expérience au plus haut niveau, connaît plusieurs joueurs phares de l'effectif barcelonais, en l'occurrence Robert Lewandowski et Marc-André Ter Stegen, et serait emballé par le projet du Barça.

De plus, malgré un contrat se terminant en 2025, l'ancien joueur de Leipzig a vécu une saison galère en Bavière, marquée par l'incompréhension du départ précipité de l'entraîneur Julian Nagelsmann, en pleine trêve internationale.

De son côté, le FC Barcelone

a tout intérêt à se pencher sur le cas Kimmich, qui est un joueur complet et sérieux, capitaine de la sélection allemande.



SUNDAY TIMES

20 B, rue Dr Eugène Laurent
Port-Louis

(à proximité de l'école primaire
du Couvent de Lorette)

Tel: 217 8880

Email: sundaytimes11@gmail.com
www.sundaytimesmauritius.com

Directeur :

Ehsan Mohamed Juman
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :
Zahirah Radha

Publicités

E-mail: sundaytimes11@gmail.com

Tarifs publicitaires

- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)

FORMULE 1

Alonso veut écrire une histoire «sans précédent» en F1

Étincelant au volant d'une Aston Martin qu'il n'attendait pas si performante aussi tôt, Fernando Alonso rêve toujours d'une 33e victoire en Formule 1, voire d'un ultime combat pour le titre mondial.

Troisième du championnat après cinq Grands Prix, Fernando Alonso ne s'attendait pas à occuper une telle position lorsqu'il a rejoint Aston Martin à l'intersaison. Pourtant, le double Champion du monde est convaincu de la réussite future du projet qu'il a intégré, mais il pensait que se battre pour le podium prendrait plus de temps.

Il n'a pas fallu beaucoup d'insistance, à l'été 2022, pour que Lawrence Stroll parvienne à persuader l'Espagnol de le rejoindre. Les deux hommes se connaissent de longue date et le propriétaire canadien de l'écurie de Silverstone a sauté sur l'occasion dès qu'il a pris connaissance du départ à la retraite de Sebastian Vettel.

«J'ai reçu un coup de téléphone de Lawrence, me demandant si j'étais déjà engagé avec Alpine», raconte Fernando Alonso dans une interview publiée par le New York Times. «J'ai répondu que ce n'était pas encore le cas. Mes

discussions avec Alpine étaient assez avancées, mais je n'avais rien sur le papier. Il m'a dit que s'il m'envoyait quelque chose sur papier dans la journée, j'en tiendrais compte. Il l'a envoyé, j'étais satisfait, et comme je n'avais rien de l'autre côté, la décision a été facile à prendre. Tout est allé plus vite grâce à nos relations depuis des années.»

Absent de la Formule 1 en 2019 et 2020 après avoir quitté un projet McLaren qui n'avait jamais comblé ses attentes, Fernando Alonso a retrouvé la discipline avec la ferme intention de conclure sa carrière sur une bonne note. Le challenge est majeur mais la conquête de la 33e victoire anime sa flamme, et pourquoi pas davantage ?

«Quand j'ai arrêté [fin 2018], c'était



au plus bas, et je ne voulais pas de ça parce que mes performances et ma compétitivité étaient plus élevées que jamais à l'époque, mais personne ne le voyait», assure-t-il. «Maintenant, je

prouve que je suis toujours rapide, quel que soit mon âge, et ça fait partie de l'histoire de ce retour. Gagner mon 33e Grand Prix ou me battre pour le titre rendrait cette histoire encore plus folle.»

La mémorable victoire d'Olivier Panis à Monaco

La victoire d'Olivier Panis au GP de Monaco 1996 fut longtemps la dernière d'un Français en discipline mais est restée dans les esprits en raison de la manière dont elle a été remportée. Un succès à la fois inattendu et splendide s'il en est. C'était un 19 mai, il y a 27 ans jour pour jour.

Sur la grille de départ détrempée de ce 54e Grand Prix de Monaco, Olivier Panis n'occupe que la septième ligne. Auteur du 14e chrono des qualifications, il a sur sa droite la Sauber de Johnny Herbert et, juste devant lui, la Footwork d'un certain Jos Verstappen dont le nom allait devenir bien plus célèbre 20 ans plus tard et une génération après. Mais ceci est une autre histoire.

Panis espérait clairement mieux de ces qualifications, mais un moteur cassé dès les premiers essais du jeudi lui a fait perdre du temps en piste. Il s'est montré le plus rapide du warm-up ce dimanche



matin, de quoi attiser ses regrets mais pas vraiment faire remonter ses chances de bon résultat. À Monaco, c'est bien connu, doubler est quasiment mission impossible. Mais à Monaco, la pluie peut suffire à transformer la course en partie de roulette russe, comme lors de la célèbre édition 1982.

Une entame difficile

Depuis le début de saison, Panis n'a marqué que le point de la sixième position au Brésil, deuxième manche du championnat. À la porte des points en Australie puis en Argentine avec une septième et une huitième places, il reste, avant le rendez-vous

de la Principauté, sur deux abandons lors des premières courses européennes, à Imola et au Nürburgring. Le score de son équipier, le riche débutant Pedro Diniz, est encore vierge. Un début de saison pas très folichon pour l'écurie Ligier, qui célèbre ses 20 années de présence en Grands Prix – même si bien plus d'eau a coulé sous les ponts qu'il n'en est tombé ce week-end à Monaco depuis les exploits de ses jeunes années signés Jacques Laffite, Patrick Depailler ou Didier Pironi.

Rachetée avant la saison 1993 par l'entrepreneur Cyril de Rouvre, qui n'y a pas trouvé suffisamment de vitesse pour ne pas être rattrapé par la justice un peu plus tard, puis par Flavio Briatore l'année suivante, elle a fait

les frais des desseins du rusé patron de l'équipe Benetton : donner ses V10 Renault à celle-ci pour lui «refiler» ses blocs Mugen-Honda en échange. Elle est aussi passée par une belle porte après que Tom Walkinshaw, acolyte de Briatore qui en avait pris les rênes en 1995, a renoncé à son projet de la faire déménager en Angleterre...

Manchester City v/s Chelsea

Le titre tend la main aux Citizens



Manchester City accueille Chelsea dimanche à l'Etihad Stadium en sachant qu'une victoire suffira à les voir sacrés champions de Premier League pour une troisième saison consécutive.

Les Londoniens de l'Ouest cherchent à se venger après avoir déjà perdu trois fois contre les Citizens cette campagne, dont une défaite 1-0 en championnat à Stamford Bridge en janvier grâce à un but en seconde période de Riyad Mahrez.

Vingt-quatre ans après avoir vu ses rivaux amers Manchester United remporter le triplé, l'histoire fait signe aux voisins bruyants Man City qui sont sur le point de remporter trois trophées cette saison et de graver leur nom dans le folklore du football.

Pep Guardiola a dirigé avec succès les Citizens vers la finale de la Ligue des champions grâce à un triomphe 4-0 en demi-finale retour à domicile contre le tenant du Real Madrid mercredi, avec Bernardo Silva (2), Manuel Akanji et Julian Alvarez tous sur la feuille de match pour organiser une confrontation finale avec l'Inter Milan à Istanbul le 10 juin.

Une finale de FA Cup Manchester derby à Wembley est déjà inscrite dans le journal de City une semaine plus tôt, mais leur objectif principal est d'obtenir un maximum de points dimanche, ce qui garantira que le trophée de Premier League reste à leur portée pour une troisième saison consécutive – un exploit remarquable, atteint seulement deux fois auparavant par Man United entre 1998 et 2001 et entre 2006 et 2009.

L'équipe de Guardiola, qui au moment de la rédaction de cet article a quatre points d'avance au sommet avec un match en moins sur Arsenal, deuxième, profite de l'une de ses victoires habituelles au stade parfait de la saison, remportant les trois points dans chacun des leurs 11 derniers matchs de Premier League, tandis que leur forme à domicile dans toutes les compétitions est pour le moins étonnante, car ils ont remporté les 16 matchs à l'Etihad depuis le début de l'année, marquant 56 buts et n'en concédant que sept dans le processus.

Cette course à domicile a commencé par une victoire complète 4-0 contre Chelsea au troisième tour de la FA Cup

début janvier, l'une des cinq victoires sans réponse que les Citizens ont enregistrées contre les Londoniens de l'Ouest depuis la défaite de la finale de la Ligue des champions 2021 à Porto.

Soulever le trophée de la Premier League devant leurs supporters locaux serait le moyen idéal pour Man City de marquer son dernier match à domicile de la saison avant de se concentrer sur la chasse à deux autres pièces d'argenterie le mois prochain.

Avec un remarquable 42 points de retard sur le leader Man City, Chelsea semble se diriger vers sa première demi-finale en Premier League depuis 1995-96 après avoir été contraint de jouer un match nul 2-2 avec Nottingham Forest, menacé de relégation, le week-end dernier.

Raheem Sterling a marqué deux fois en l'espace de sept minutes en deuxième mi-temps pour renverser le match après que Taiwo Awoniyi ait mis Forest devant les premières portes, mais c'est l'attaquant nigérian qui a eu le dernier mot en rétablissant la parité juste après l'heure de jeu. pour aider les visiteurs à revendiquer un point durement disputé à Stamford Bridge.

L'équipe de Frank Lampard languit toujours à la 11e place du tableau de la Premier League, à huit points des rivaux de l'ouest de Londres, Fulham, 10e avec un match en moins, et la perspective que les Bleus réclament plus de points cette saison semble mince face à Man. City, Man United et Newcastle United lors de leurs trois derniers matches.

Chelsea participe au concours de dimanche après n'avoir remporté aucun de ses 14 derniers matchs de Premier League contre des équipes commençant la journée au-dessus d'eux dans le tableau, alors qu'ils ont perdu six de leurs sept dernières visites à l'Etihad.

Cependant, Lampard est l'un des deux seuls managers de Premier League à empêcher Man City de gagner à domicile cette saison, après que son ancien club Everton ait remporté un point lors d'un match nul 1-1 le soir du Nouvel An. Une performance résiliente similaire est requise de Chelsea s'ils veulent avoir une chance de revendiquer un résultat positif et de retarder les célébrations imminentes du titre des Citizens.